



# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
	Par porteur ou par poste :	
	Togo, France et autres Pays d'expression française	
	Etranger : Port en sus.	

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO  
B.P. 891 — Tél : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 80 frs  
minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :  
minimum ..... 250 frs

Direction, Rédaction et Administration :  
Cabinet du Président de la République  
Téléphone 27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

### ORDONNANCES

1970

2 oct. — Ordonnance n° 19 portant acceptation de la recommandation n° 132 concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles, adoptée par la conférence internationale du travail à sa 52 <sup>e</sup> session (25 juin 1968) .....	542
22 oct. — Ordonnance n° 20 autorisant la République togolaise à accorder son aval au crédit d'investissement de la compagnie énergie électrique du Togo .....	546
24 oct. — Ordonnance n° 21 portant création et statuts de l'immobilière togolaise .....	546
26 oct. — Ordonnance n° 22 portant approbation du compte administratif du budget annexe des chemins de fer du Togo (exercice 1969) .....	551

### DECRETS

1970

15 oct. — Décret n° 70-169 nommant M. PONSARD Jean-François, ingénieur contractuel d'agriculture — directeur du centre de formation professionnelle agricole de Tové .....	552
--	-----

15 oct. — Décret n° 70-170 portant promotion dans le corps du personnel de la magistrature togolaise.	552
15 oct. — Décret n° 70-171 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du cacao, récolte intermédiaire 1970 .....	551
21 oct. — Décret n° 70-172 autorisant l'usage du timbre sec par la cour suprême .....	551
22 oct. — Décret n° 70-173 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte principale 1970-71 .....	551
26 oct. — Décret n° 70-174 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Tsévié, exercice 1969 .....	552
26 oct. — Décret n° 70-175 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Tsévié, exercice 1970 .....	552
26 oct. — Décret n° 70-176 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Nuatja, exercice 1969 .....	552
26 oct. — Décret n° 70-177 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Nuatja, exercice 1970 .....	553
26 oct. — Décret n° 70-178 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Sotouboua, exercice 1969 .....	553
26 oct. — Décret n° 70-179 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Sotouboua, exercice 1970 .....	553
26 oct. — Décret n° 70-180 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Mango, exercice 1969 .....	553
26 oct. — Décret n° 70-181 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Mango, exercice 1970 .....	553
26 oct. — Décret n° 70-182 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Dapango, exercice 1969 .....	553
26 oct. — Décret n° 70-183 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Dapango, exercice 1970 .....	553
26 oct. — Décret n° 70-184 portant amnistie individuelle ...	553
26 oct. — Décret n° 70-185 portant amnistie individuelle ...	553

Décret n° 70-173 du 22 octobre 1970 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo pour la récolte principale 1970-71 (rectificatif) ..... 553

## ARRETES ET DECISIONS

1970

12 oct. — Arrêté n° 159-PR/MSP mettant en application le règlement sanitaire international dans ses articles 62 à 71 relatifs au choléra ..... 554

### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décision portant affectation ..... 554

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1970

19 oct. — Arrêté n° 96-INT/STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Niamtougou, exercice 1970 ..... 554

19 oct. — Arrêté n° 97-INT/STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1970 ..... 554

22 oct. — Arrêté n° 98-INT/STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune d'Anécho, exercice 1970 .. 555

Arrêté n° 89-INT/APA du 24 septembre 1970 autorisant le Rotary Club de Lomé à organiser une tombola au profit de leurs activités sociales (rectificatif) ..... 555

Décisions portant admission dans différents corps du cadre spécial de la sûreté nationale et inscription au tableau d'avancement ..... 555

### MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCEAUX

Décision portant passage automatique d'échelon ..... 555

### MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

1970

6 oct. — Arrêté n° 452-MFEP/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. BONIN François ..... 556

6 oct. — Arrêté n° 454-MFEP/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. LAWSON Amen ..... 556

12 oct. — Décision n° 841-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à la société Philip's télécommunication industrie à Amsterdam (Pays-Bas) ..... 556

12 oct. — Décision n° 842-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à la société Philip's télécommunication industrie à Amsterdam (Pays-Bas) ..... 556

12 oct. — Décision n° 843-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à la société Philip's télécommunication industrie à Amsterdam (Pays-Bas) ..... 557

12 oct. — Décision n° 844-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à la société Philip's télécommunication industrie à Amsterdam (Pays-Bas) ..... 557

19 oct. — Arrêté n° 458-MFEP/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. TOTO Nicolas ..... 556

19 oct. — Décision n° 860-D/MFEP/FO portant autorisation de prélèvement d'une somme au profit du budget général ..... 557

20 oct. — Décision n° 864-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à M. ATAYI Amaté Salomon ..... 557

22 oct. — Décision n° 872-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme au comité de l'OUA pour la libération de l'Afrique à Dar Es-Salam (Tanzanie) ..... 557

24 oct. — Décision n° 887-D/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) .... 557

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté portant admission dans divers corps de l'enseignement officiel ..... 557

## MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1970

20 oct. — Arrêté n° 475-MFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles ..... 558

Arrêtés et décisions portant intégrations, réintégration, titularisations, passages automatiques d'échelon, engagements, rappel à l'activité, admission au brevet d'études de chef de chantier des travaux publics et des techniques industrielles, détachement, mise en disponibilité, classement, constatation d'absences irrégulières, radiation et admission à la retraite ..... 558

### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêtés et décision portant délivrance de diplômes d'Etat aux élèves des écoles de la santé publique, admission en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année de l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo et autorisation de redoubler ..... 561

## DIVERS

### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1970

6 oct. — Arrêté n° 55-MTP/TP/AAU portant approbation du projet de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité AGOUZI PATSOU, sis à Lomé-Tamé (circonscription de Lomé) ..... 562

6 oct. — Arrêté n° 56-MTP/TP/AAU portant approbation du projet de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité MISSISSO GBI, sis à Lomé-Klikamé (circonscription de Lomé) ..... 562

6 oct. — Arrêté n° 57-MTP/TP/AAU portant approbation du projet de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité SIKPOE, sis à Lomé-Tokoin ..... 562

6 oct. — Arrêté n° 58-MTP/TP/AAU portant approbation du projet de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité LANDJEKPO Teidor, sis à Lomé-Tokoin (route d'Atakpamé) .... 562

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Fourniture de carburants pour le service des travaux publics du Togo) .... 563

Avis nécrologique ..... 564

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

### LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

### ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 19 du 2-10-70 portant acceptation de la Recommandation n° 132 concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles, adoptée par la conférence internationale du travail à sa 52e session (25 juin 1968).

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu la constitution de l'organisation internationale du travail, notamment son article 19 ;

Vu la lettre n° ACD 1-1403 (1968) du 30 juillet 1968 du directeur général du bureau international du travail ;

Sur le rapport du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique ;

Le conseil des ministres entendu,

### ORDONNE :

Article premier. — Les dispositions de la Recommandation 132 adoptée par la conférence internationale du travail à sa 52e session à Genève le 25 juin 1968 concernant l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles, sont acceptées par le gouvernement de la République togolaise.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise et publiée au *Journal officiel*.

Lomé, le 2 octobre 1970

Gal. E. Eyadéma

#### CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL GENEVE JUIN 1968

#### RECOMMANDATION 132

#### RECOMMANDATION CONCERNANT L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES FERMIERS, DES METAYERS ET DES CATEGORIES ANALOGUES DE TRAVAILLEURS AGRICOLES, ADOPTEE PAR LA CONFERENCE A SA CINQUANTE-DEUXIEME SESSION, GENEVE 25 JUIN 1968

La conférence générale de l'Organisation du travail,

Convoquée à Genève par le conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 25 juin 1968, en sa cinquante-deuxième session ;

Après avoir décidé diverses propositions relatives à l'amélioration des conditions de vie et de travail des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une recommandation ;

Considérant que ces propositions ne constituent qu'un aspect du problème de la réforme agraire et doivent se situer dans ce cadre plus vaste ;

Notant que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, notamment l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ont été invitées par des résolutions du Conseil économique et social des Nations Unies à consacrer une plus grande attention à tous les aspects de la réforme agraire ;

Notant également que, pour assurer le succès des mesures ayant trait aux aspects très variés de la réforme agraire, il est essentiel de maintenir une étroite coopération, dans leurs domaines respectifs, entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dont le rôle essentiel concernant la réforme agraire a été reconnu par le Conseil économique et social des Nations Unies ;

Notant que les normes suivantes ont donc été élaborées en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et que, pour éviter les doubles emplois et garantir une coordination appropriée, cette coopération se poursuivra en vue de promouvoir et d'assurer l'application des normes en question ;

Notant, en particulier, que tous les rapports soumis par les membres, conformément à l'art. 19 de la constitution de l'Organisation internationale du Travail, seraient mis à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations

Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour leur permettre de tenir compte de ces rapports dans leurs propres travaux concernant la réforme agraire et dans les rapports concernant les progrès accomplis dans le domaine de la réforme agraire que le Conseil économique et social des Nations Unies demanderait ;

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent soixante-huit, la recommandation ci-après, qui sera dénommée Recommandation relative aux fermiers et métayers 1968 :

#### I — CHAMP D'APPLICATION

1. (1) La présente recommandation s'applique, dans la mesure où ils travaillent la terre personnellement ou avec l'aide de leur famille ou recourent, dans les limites prescrites par la législation nationale, à l'aide de tiers :

a) aux travailleurs agricoles qui paient un loyer fixe en espèces, en nature, en travail ou sous une forme combinant ces éléments ;

b) à ceux qui paient un loyer en nature consistant en une part convenue du produit ;

c) à ceux dont la rémunération consiste en une part du produit, dans la mesure où ils ne sont pas visés par la législation concernant les salariés.

(2) Ces travailleurs sont désignés ci-après par l'expression « fermiers, métayers et catégories analogues de travailleurs agricoles »

2. La présente recommandation ne s'applique pas à la relation d'emploi dans laquelle le travail est rémunéré sur la base d'un salaire fixe.

3. Les dispositions de la présente recommandations relatives aux « propriétaires fonciers » s'appliquent à toute personne avec laquelle un travailleur visé par la recommandation conclut un contrat de fermage, de métayage ou un arrangement analogue, qu'elle soit le propriétaire du fonds, le représentant de ce propriétaire, ou une autre personne jouissant du droit de conclure les contrats en question.

#### II — OBJECTIFS

4. L'un des buts de toute politique économique et sociale devrait être d'élever de manière progressive et continue le bien-être des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles et de leur assurer le plus haut degré possible de stabilité et de sécurité en ce qui concerne leur travail et leurs moyens d'existence, compte tenu de la nécessité d'appliquer de bonnes techniques agricoles et d'utiliser efficacement les ressources naturelles et économiques disponibles, ainsi que des moyens financiers du pays intéressé.

5. Les membres devraient, sans porter atteinte aux droits essentiels des propriétaires, prendre des mesures appropriées pour que la gestion des exploitations incombe principalement aux fermiers, aux métayers et aux catégories analogues de travailleurs agricoles ; ils devraient leur fournir l'aide nécessaire à cet effet, en veillant à ce que les ressources soient, utilisées au mieux et soient dûment préservées.

6. En application du principe général selon lequel l'accession à la terre devrait être ouverte aux travailleurs agricoles de toutes les catégories, des mesures devraient être prises, lorsque cela correspondrait au développement économique et social, en vue de faciliter l'accession à la terre des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles.

7. La création et le développement, sur une base volontaire, d'organisations représentant les intérêts des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles ainsi que d'organisations représentant les intérêts de propriétaires fonciers devraient être encouragés et facilités.

8. Il conviendrait de reconnaître que toutes les mesures prévues par la présente recommandation en vue d'atteindre les buts définis aux paragraphes 4 à 7 seraient plus efficaces si elles s'intégraient dans un plan d'ensemble de réforme agraire à l'échelle nationale.

### III — METHODES D'APPLICATION

9. Lorsque la législation régissant l'occupation des terres ou la législation du travail en vigueur ne permettent pas d'atteindre de façon satisfaisante les objectifs de politique agraire précités, et notamment ceux qui sont énoncés au paragraphe 4, il conviendrait de modifier ces législations ou d'adopter une législation spéciale, après consultation des organisations intéressées ou, s'il n'en existe pas, des représentants des intéressés.

10. Il conviendrait de prendre des dispositions et de prévoir des procédures adaptées aux conditions nationales en vue :

a) de garantir le maintien des loyers à un niveau de vie qui :

i) permette à l'occupant d'avoir un niveau de vie compatible avec la dignité humaine ;

ii) procure à chacune des parties intéressées une rétribution juste et équitable ;

iii) favorise l'amélioration des méthodes d'exploitation ;

b) de déterminer la part minimum du produit devant être assurée aux personnes visées au paragraphe I, sous-paragraphe (1), alinéa c) ;

c) d'ajuster le loyer, dans certaines conditions, par exemple en cas de variations sensibles de la valeur de la terre, du rendement et des prix ;

d) d'ajourner le règlement du loyer et, si les circonstances l'exigent de le réduire en cas de mauvaise récolte ou d'autres désastres affectant l'exploitation, dus à des causes naturelles que le fermier, le métayer ou le travailleur agricole d'une catégorie analogue ne pouvaient pas prévoir ou empêcher.

11. Des dispositions appropriées devraient être prises pour protéger les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles contre l'imposition par les propriétaires fonciers de toute forme de services personnels rémunérés ou non ; toute tentative d'imposer de tels services devrait être passible d'une sanction appropriée, fixée par l'autorité compétente.

12. Un mécanisme approprié, adapté aux conditions nationales, devrait permettre :

a) d'assurer l'application de la législation, des règlements, des contrats et des arrangements coutumiers qui contribuent au bien-être, stimulent d'initiative et garantissent la protection des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles ;

b) de régler rapidement et avec le minimum de frais les différends entre les propriétaires fonciers, d'une part, et les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles, d'autre part.

13. Les organisations représentant les intérêts des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles ainsi que les organisations représentant les intérêts des propriétaires fonciers, ou, en l'absence de telles organisations, les représentants des intéressés, devraient être associés au fonctionnement des procédures et des mécanismes mentionnés aux paragraphes 10 et 12, ainsi qu'à l'examen des contrats auxquels se réfèrent le paragraphe 14, sous-paragraphe (1), alinéa a), et le paragraphe 15.

14. (1) Les contrats régissant les rapports entre les propriétaires fonciers, d'une part, et les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles, d'autre part, devraient :

a) être, de préférence établis par écrit ou être conformes à un contrat type établi par l'autorité compétente ;

b) être conclus selon une forme prescrite et, afin d'assurer que les fermiers, les métayers ou les catégories analogues de travailleurs agricoles aient une parfaite compréhension des droits et obligations découlant des contrats, dans des conditions qui garantissent un contrôle adéquat par les autorités compétentes ;

c) porter sur une période suffisante et contenir une clause appropriée de tacite reconduction, de telle sorte que la sécurité de l'occupation soit assurée et de bonnes pratiques agricoles encouragées.

(2) Il devrait être interdit aux propriétaires fonciers d'exiger des dons, en espèces ou en nature, ou d'autres prestations, pour la passation ou le renouvellement du contrat toute tentative d'exiger de telles prestations devrait être passible d'une sanction appropriée, fixée par l'autorité compétente.

15. (1) Chaque contrat devrait contenir toutes les indications qui peuvent être nécessaires, en plus de la législation en la matière, pour définir les droits et obligations des parties.

(2) Le contrat devrait comprendre en tout cas les indications suivantes :

a) le nom des parties, ainsi que tous autres renseignements nécessaires pour déterminer leur identité ;

b) la description de l'exploitation, avec un état des lieux ;

c) le montant du loyer ou la rémunération à laquelle l'occupant a droit pour son travail, ainsi que le mode de paiement dans l'un et l'autre cas.

(3) Le contrat devrait également comprendre, dans la mesure où elles ne sont pas déjà suffisamment contenues dans la législation, les indications suivantes :

a) la durée du contrat et le mode de calcul de cette durée ;

b) les conditions régissant le renouvellement, la résiliation et l'expiration du contrat ainsi que, le cas échéant, la cession du contrat et le droit de sous-contracter ;

c) la détermination des types de réparations incombant à chacune des parties ;

d) les droits et obligations respectifs des parties en ce qui concerne les frais de production, le produit de l'exploitation et la disposition de celui-ci ;

e) le droit à l'indemnité due, dans les cas visés au paragraphe 17, au titre des améliorations apportées à l'exploitation par l'occupant pendant la durée du contrat ;

f) le droit à une indemnité due, dans les cas visés au paragraphe 16, sous-paragraphe (4), au titre du préjudice subi en cas de réalisation du contrat par le propriétaire foncier ;

g) les droits et obligations respectifs des parties en ce qui concerne les dommages causés aux bâtiments et à l'équipement ;

h) les procédures de règlement des différends ;

i) les règles applicables en cas de décès de l'occupant ;

j) les dispositions destinées à protéger les droits respectifs des parties concernant les ressources minières, hydrauliques et autres se rattachant à l'exploitation.

(4) Le contrat devrait également contenir, le cas échéant, toutes indications concernant :

a) les méthodes à appliquer afin d'assurer une saine exploitation du fonds et une bonne utilisation des ressources ;

b) les installations à fournir par le propriétaire, telles qu'habitation et autres commodités ;

c) les assurances à prendre contre les risques agricoles ainsi que d'autres risques, et la répartition des frais découlant de ces assurances.

16. (1) Le droit du propriétaire foncier de résilier le contrat, moyennant préavis, devrait être limité aux cas prévus par la législation, par exemple lorsque le fonds est mal exploité par



l'occupant ou lorsque le propriétaire désire le réoccuper à des fins considérées comme justifiées par l'autorité compétente.

(2) En cas de résiliation dans les conditions précitées, les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles devraient se voir accorder, à leur choix, un délai suffisant pour rentrer leurs récoltes ou une indemnité adéquate en lieu et place.

(3) En cas de vente du fonds qu'ils occupent, les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles devraient en être informés, par écrit, suffisamment à l'avance. Ceux qui ont cultivé leur fonds de manière satisfaisante pendant un nombre d'années déterminé devraient bénéficier d'un droit de préemption.

(4) Les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles devraient avoir droit à une indemnité pour le préjudice subi en cas de résiliation du contrat par le propriétaire foncier pour une raison autre qu'un manquement de leur part aux engagements acceptés.

17. Les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles devraient avoir le droit d'apporter au fonds qu'ils occupent les améliorations qui peuvent être nécessaires et, si le propriétaire foncier ou l'autorité compétente a approuvé préalablement ces améliorations, ou dans les cas où elles sont autorisées par la loi, ils devraient avoir droit, lors de la remise du fonds, à une indemnité pour la valeur non amortie desdites améliorations.

18. Lorsqu'il est d'usage ou nécessaire que les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles résident sur le fonds, les propriétaires fonciers devraient être encouragés à leur fournir une habitation appropriée ; celle-ci devrait répondre en tout cas aux normes compatibles avec la dignité humaine, en ce qui concerne par exemple la protection contre les éléments naturels, la fourniture d'eau potable, les installations sanitaires et l'existence de locaux séparés pour les animaux. L'autorité compétente devrait prendre toutes mesures possibles et appropriées pour aider les propriétaires fonciers à assumer leurs responsabilités en la matière.

19. Dans la mesure où cela ne résulte pas déjà de la nature de leur contrat, les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles devraient, lorsque les circonstances s'y prêtent, avoir la jouissance d'un lopin de terre afin d'y produire des aliments pour eux-mêmes et leur famille.

20. Dans le cadre des systèmes d'enregistrement publics, des mesures appropriées devraient être prises pour que les droits des fermiers, des métayers et des catégories analogues de travailleurs agricoles soient dûment enregistrés, sans frais, et pour que les inscriptions y relatives soient tenues à jour.

#### IV — MESURES COMPLEMENTAIRES

21. Dans tous les cas appropriés, les autorités compétentes devraient, en collaboration autant que possible avec les organisations intéressées, encourager, en leur assurant une formation appropriée, les fermiers, métayers et catégories analogues de travailleurs agricoles à créer des institutions coopératives — telles que des coopératives de production et de transformation des produits agricoles, des coopératives de crédit, des coopératives d'écoulement des produits et des coopératives d'achat — et à renforcer les institutions de ce genre qui existeraient déjà.

22. (1) Compte tenu des ressources nationales disponibles et des conditions prévalant dans le pays, des mesures devraient être prises pour que des prêts suffisants et à faible intérêt, en espèces et en nature, soient accordés aux fermiers, aux métayers et aux catégories analogues de travailleurs agricoles, en particulier :

a) pour contribuer à élever le niveau de la production et de la consommation ;

b) pour faciliter l'accès à la terre ;

c) pour accroître l'efficacité des réformes agraires et des projets de colonisation des terres.

(2) L'octroi de crédits de ce genre devrait se situer, autant que possible, dans le cadre de programmes de développement et de gestion agricoles dûment approuvés et contrôlés.

(3) Compte tenu des conditions nationales, il conviendrait d'attacher une attention particulière aux systèmes :

a) de crédit coopératif à faible intérêt ;

b) de crédit surveillé ;

c) de crédit bancaire à faible intérêt ;

d) de crédit sans intérêt consenti par l'Etat.

(4) Les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles ne devraient pas être tenus de solliciter l'autorisation des propriétaires fonciers pour obtenir des crédits destinés au développement des exploitations.

23. (1) Les autorités et organismes compétents devraient prendre les mesures appropriées pour faire en sorte que l'enseignement général ainsi que les programmes d'enseignement et de formation professionnelle agricoles effectivement accessibles aux fermiers, métayers et aux catégories analogues de travailleurs agricoles, aussi bien qu'aux membres de leur famille.

(2) Lorsque de telles personnes sont les bénéficiaires de réformes agraires ou de projets de colonisation des terres, des programmes spéciaux d'enseignement et de formation devraient être mis sur pied en leur faveur afin qu'elles puissent tirer pleinement avantage de ces réformes ou projets.

(3) Des représentants des organisations agricoles intéressées devraient être associés au travail des institutions gouvernementales chargées d'appliquer les dispositions du présent paragraphe.

24. Les autorités compétentes devraient vouer une attention particulière aux programmes coordonnés de développement de l'emploi rural, de manière à :

a) donner aux fermiers, aux métayers et aux catégories analogues de travailleurs agricoles, ainsi qu'aux membres de leur famille, la possibilité d'utiliser pleinement leur capacité de travail ;

b) procurer des emplois permanents, en dehors du secteur agricole, à ceux qui ne peuvent pas trouver de travail dans l'agriculture.

25. Les autorités compétentes devraient veiller à ce que les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles :

a) soient, dans la mesure du possible, soumis à des régimes adéquats de sécurité sociale ;

b) bénéficient de programmes de développement rural portant, notamment, sur l'enseignement, la santé publique, le logement et les services sociaux ainsi que les activités culturelles et récréatives et, en particulier, bénéficient eux aussi des programmes de développement communautaire.

26. (1) Les fermiers, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles devraient être protégés, dans la mesure du possible, contre tout risque de perte de revenu due à des calamités naturelles, telles que la sécheresse, les inondations, la grêle, les incendies, les épizooties et les épiphyties.

(2) Lorsque cela est possible, les autorités compétentes devraient, compte tenu de la situation dans le pays, introduire ou encourager les systèmes d'assurance destinés à protéger ces travailleurs contre de tels risques, et assurer une partie substantielle de leur financement.

Le texte qui précède est le texte authentique de la recommandation dûment adoptée par la conférence générale de l'Organisation internationale du travail dans sa cinquante-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 25 juin 1968.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce vingt-cinquième jour de juin 1968 :

Le président de la conférence,

(i) R.G. San Sebastian

Le directeur général du B.I.T.,

(i) David A. Morse

**ORDONNANCE N° 20 du 22-10-70 autorisant la République togolaise à accorder son aval au crédit d'investissement de la compagnie énergie électrique du Togo.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 18 du 4 août 1969 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 20 mars 1963 portant création de la compagnie énergie électrique du Togo,

**ORDONNE :**

**Article premier.** — La République togolaise est autorisée à accorder son aval à l'attribution par la banque d'exportation et d'importation des Etats-Unis (EXIMBANK) et la « Bank of America », d'un crédit de un million deux cent mille (1.200.000) dollars USA à la compagnie énergie électrique du Togo (CEET) pour l'extension des réseaux moyenne et basse tensions de la distribution d'énergie électrique à Lomé.

**Art. 2.** — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise et publiée au *Journal officiel*.

Lomé, le 22 octobre 1970

Gal. E. Eyadéma

**ORDONNANCE N° 21 du 24-10-70 portant création et statuts de l'immobilière togolaise.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Sur proposition du ministre des finances, de l'économie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

**ORDONNE :**

**TITRE I**

**FORME — OBJET — DENOMINATION — SIEGE — DUREE**

**Article premier** — Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur dans la République togolaise et par les présents statuts.

**Art. 2.** — La société prend la dénomination de :  
« IMMOBILIERE TOGOLAISE ».

**Art. 3.** — La société a pour objet : toutes opérations tendant à supprimer la crise du logement, à améliorer les conditions de l'habitat au Togo et à participer à ces fins, à l'exécution des plans d'extension ou de modernisation des villes, et d'aménagement des sites urbains et champêtres à vocation touristique.

— L'acquisition, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation, la location, la prise en location, la vente ou l'échange en totalité ou en partie de tous terrains et immeubles ;

— La construction, la gérance pour elle-même ou pour le compte de tiers, de terrains et bâtiments ;

— La construction, l'aménagement de tous immeubles, maisons de rapport ou hôtels, leur gérance, leur location, vente ou échange ;

— L'acquisition de tous les meubles et objets mobiliers pouvant garnir les immeubles ci-dessus, leur aliénation ou échange.

La société pourra participer directement ou indirectement à toutes les opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'un quelconque des objets ci-dessus par voie de création de sociétés nouvelles de participation à leur constitution ou, à l'augmentation du capital des sociétés existantes, soit encore d'apport ou de vente de tout ou partie de son actif à toute société existante par fusion commandite ou autrement, le tout sans que l'énumération qui précède puisse être considérée comme limitative.

La société pourra notamment construire des immeubles destinés au logement des agents de l'Etat.

Elle pourra à cet effet :

1) Acquérir à titre onéreux ou prendre en location par bail emphytéotique de longue durée les terrains sur lesquels seront édifiées les constructions.

2) Aménager ces terrains, les équiper, étudier et construire des immeubles suivant le programme qui lui sera défini par l'Etat qui les lui louera en priorité suivant un tarif défini d'accord parties.

**Art. 4.** — Le siège social est fixé à Lomé. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Togo par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 5.** — La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

**TITRE II**

**CAPITAL SOCIAL — ACTIONS**

**Art. 6.** — Le capital social est fixé à la somme de 60 millions de francs CFA (soixante millions). Il est divisé en 6.000 actions (six mille) de 10.000 francs (dix mille) chacune, entièrement souscrites et libérées en numéraires.

Les actions sont obligatoirement nominatives.

**Art. 7.** — Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois par la création d'actions nouvelles en représentation d'apports en espèces ou en nature, ou par la transformation en actions des réserves de la société ou par tout autre moyen permis par la loi ; le tout en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire prise dans les conditions fixées à l'article 42 ci-après.

Dans le cas d'augmentation de capital par émission d'actions en numéraires, les titulaires des actions antérieurement créées auront, sauf renonciation de leur part, un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, en proportion de nombre des actions qu'ils possèdent.

Au cas où des apports immobiliers seraient effectués en nature par une collectivité publique, ils seraient évalués conformément à l'avis de l'administration des domaines.

**Art. 8.** — L'assemblée générale peut aussi, dans les conditions prévues à l'article 42 ci-après, décider de la réduction du capital social.

**Art. 9.** — En cas d'augmentation de capital, les modalités de versement du montant des actions nouvelles sont définies par l'assemblée générale extraordinaire qui aura décidé cette augmentation.

Art. 10. — La souscription est constatée par la remise d'un titre provisoire ou définitif. Les actions sont toutes nominatives; elles sont indivisibles à l'égard de la société.

Les titres définitifs seront constitués par des certificats globaux délivrés aux actionnaires qui en feront la demande.

Art. 11. — Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque manœuvre qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale dans la propriété de l'actif social. Ce droit ne peut être exercé qu'en cas de liquidation et de partage dans les conditions prévues à l'article 50 ci-après.

Chaque action confère en outre, une part, dans les bénéfices comme il est stipulé à l'article 45 des présents statuts.

Les actionnaires ne sont pas engagés au-delà du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

Art. 12. — La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Les actions étant indivisibles à l'égard de la société celle-ci ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action. Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule personne. A défaut d'entente, la société ne reconnaît que l'usufruitier pour toutes les communications à faire à l'actionnaire ainsi que pour le droit d'assister et de voter aux assemblées générales et le nu-propriétaire pour l'exercice du droit de préférence en cas d'augmentation de capital.

Art. 13. — La cession des actions s'opère par une déclaration de transfert signée par le cédant et mentionnée sur un registre de la société. Toutefois, s'il s'agit d'actions non entièrement libérées, une déclaration d'acceptation de transfert signée par le concessionnaire, est nécessaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée dans les conditions légales.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du concessionnaire.

Art. 14. — Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, de quelque manière qu'elle ait lieu, ainsi que toute mutation d'actions entre vifs ou par décès, doit être autorisée par le conseil d'administration, qui n'aura jamais à faire connaître les motifs de ces décisions. En cas de refus, le conseil d'administration a le droit, dans les deux mois de la notification de ce refus, de faire racheter les actions par une ou plusieurs personnes désignées par lui moyennant un prix qui, sous réserve des dispositions, est fixé chaque année par l'assemblée générale ordinaire et ne peut être inférieur à la valeur nominale des titres augmentée de leur part dans les réserves constatées par le bilan de l'année écoulée.

Si le conseil d'administration n'a pas désigné d'acquéreur dans le délai de deux mois visé ci-dessus, la cession ou la mutation dont l'agrément a été demandé devient effective.

Ces dispositions sont applicables, en cas d'augmentation de capital, à la cession des droits de préférence prévus à l'article 7 ci-dessus.

### TITRE III

#### ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 15. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de douze membres au plus. Le nombre des administrateurs est arrêté par l'assem-

blée générale, les actionnaires ayant le droit d'être représentés au conseil en proportion de leur participation au capital.

Les représentants de l'Etat et des personnes morales de droit public sont désignés conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière. Les nominations sont entérinées par l'assemblée générale. Les autres administrateurs sont élus par l'assemblée générale, les représentants de l'Etat et les personnes morales de droit public ne participant pas à cette élection.

Art. 16. — Sous réserve des dispositions de l'article 15 et des dispositions relatives à la désignation et au remplacement des administrateurs représentant les collectivités publiques, le conseil d'administration a la faculté de se compléter s'il se compose de moins de douze membres.

Dans les deux cas, les nominations ainsi faites sont provisoires et doivent être soumises, dès sa première réunion, à l'assemblée générale qui confirme ces nominations ou désigne de nouveaux administrateurs.

Si les nominations provisoires n'étaient pas ratifiées par l'assemblée générale, les délibérations prises et les actes accomplis par les administrateurs nommés provisoirement, ou avec leurs concours, n'en demeurerait pas moins valables.

Les fonctions de membres du conseil d'administration et de président sont gratuites.

Art. 17. — Les administrateurs sont nommés pour une durée maximale de six ans.

Tous les administrateurs sont désignés à titre personnel. Ils ne peuvent déléguer leurs fonctions à un autre administrateur.

Leur mandat se proroge de plein droit jusqu'à l'assemblée générale qui suit l'expiration normale de leurs fonctions.

Les membres sortants sont toujours rééligibles.

Les représentants des personnes morales publiques peuvent être relevés de leurs fonctions au conseil d'administration par l'autorité publique qui les a désignés.

Art. 18. — Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président, et s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateurs.

Art. 19. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président ou, en son absence, d'un vice-président, ou encore à la demande de la moitié de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et, en tout cas, deux fois au moins par an, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés à chaque administrateur dix jours au moins avant la réunion.

Tout administrateur peut donner, même par lettre ou par télégramme, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues. Les administrateurs représentant l'Etat ne peuvent se faire représenter que par un administrateur du secteur public.

La présence effective de la moitié au moins des membres composant le conseil d'administration, y compris la moitié des représentants des collectivités publiques, est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 20. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président des séances et par le secrétaire ou la majorité des membres du conseil ayant pris part à la séance.

Les copies ou extraits de procès-verbaux sont signés par le président ou par un administrateur.

La justification du nombre des administrateurs en exercice, celle des pouvoirs des administrateurs représentant leurs collègues absents et celle des pouvoirs donnés à leurs représentants par les collectivités, établissements et organismes membres du conseil résultent suffisamment, à l'égard des tiers, des procès-verbaux du conseil d'administration.

Art. 21. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société pour accompagner ou pour autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet et pour représenter la société vis-à-vis des pouvoirs publics, des tiers et de toutes administrations de la République togolaise et à l'étranger.

Il a notamment les pouvoirs suivants qui sont énonciatifs et non limitatifs :

— Il nomme et révoque tous agents et employés et fixe leur rémunération.

— Il passe et autorise tous traités ou marchés rentrant dans l'objet de la société et notamment tous contrats d'achat et de vente.

— Il demande, accepte, retrocède, modifie et même résilie toutes concessions, prend part à toutes adjudications, fournit tous cautionnements ou en opère le retrait.

— Il autorise toutes acquisitions, tous retraits, transferts, aliénations de rentes, valeurs, droits sociaux quelconques, créances, fonds de commerce, brevets ou licences de brevets d'invention et autres droits mobiliers quelconques.

— Il est habilité à acquérir de la République togolaise et des personnes publiques ou privées des biens de toute nature, à les prendre à bail, à les gérer et à les aliéner dans des conditions applicables aux personnes privées.

— Il consent, accepte et résilie tous baux et locations avec ou sans promesses de vente, ainsi que la vente à crédit de tous immeubles.

— Il décide et réalise toutes acquisitions, tous échanges de bien et droits immobiliers, ainsi que la vente de ceux qu'il juge inutiles.

— Il fait toutes constructions, aménagements et installations ainsi que tous travaux et contracte, à cet effet, avec tous les entrepreneurs.

— Il discute, arrête tous comptes, touche les sommes dues à la société et paie celles qu'elle doit.

— Il donne et reçoit toutes quittances et décharges.

— Il se fait ouvrir et fait fonctionner tous comptes de chèques ainsi que tous comptes courants dans toutes banques, caisses publiques ou privées, détermine toutes conditions de fonctionnement desdits comptes, y dépose toutes sommes, titres et valeurs et en effectue le retrait.

— Il peut tirer, endosser, accepter, avaliser toutes traites ou effets de commerce, signer et endosser tous chèques, signer tous récépissés, donner tous émargements, faire et accepter tous virements.

— Il cautionne et avale.

— Il prend en location tous coffres en toutes banques, y effectue et en retire tous dépôts.

— Il règle l'emploi de tous fonds disponibles.

— Il accepte toutes ouvertures de crédits ou autres moyens de crédit en usage dans les établissements financiers et ce aux conditions de son choix avec ou sans hypothèques ou autres garanties sur ses biens.

— Il procède à tous emprunts aux taux, charges et conditions qu'il juge convenables, avec ou sans hypothèques ou autres garanties. Les émissions de bons et obligations doivent toutefois être autorisées par l'assemblée générale ordinaire.

— Il autorise et suit toutes actions judiciaires devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant.

— Il autorise tous traités, compromis, transactions, acquiescements, désistements, ainsi que toutes délégations, antériorités, subrogations, avec ou sans garantie et toute main levée d'inscription de saisie d'opposition avant ou après paiement.

— Il arrête les inventaires et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des actionnaires. Il statue sur les propositions à lui faire et lui fixe l'ordre du jour.

— Il fixe les époques de paiements des intérêts et dividendes.

— Il peut conférer des pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés, même à titre permanent et peut autoriser tous mandataires à consentir eux-mêmes toutes substitutions.

Art. 22 — Le président du conseil d'administration assure, sous sa responsabilité, l'administration de la société. Le conseil peut désigner un directeur général, qui peut être choisi soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il doit être nommé à la majorité des trois quarts par le conseil.

Les pouvoirs respectifs du président et du directeur général, s'il en est nommé un, seront fixés par le conseil d'administration dans les limites de ses attributions.

Art. 23 — Les membres du conseil d'administration, y compris le président, sont civilement responsables de leur gestion, conformément aux lois en vigueur.

La responsabilité des collectivités, établissements et organismes représentés au conseil d'administration est substituée à celle de leurs représentants.

Art. 24 — Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 1596 du code civil et de l'article 175 du code pénal, des conventions peuvent être passées entre la société et l'un de ses administrateurs, ainsi qu'entre la société et une autre entreprise, dont l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur ; ces conventions ne doivent intervenir que dans les conditions prévues à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1967.

Il est interdit aux administrateurs de contracter des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Art. 25 — Les administrateurs et le directeur général, s'il en est nommé un, doivent jouir de leurs droits civiques et politiques et n'avoir subi aucune peine afflictive ou infamante.

Les fonctions de directeur général, de commissaire aux comptes sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction ministérielle.

Art. 26 — Tous les actes qui engagent la société, ceux autorisés par le conseil, les mandats, retraits de fonds, souscriptions, endos ou acquits d'effets de commerce ainsi que les demandes d'ouverture de comptes bancaires ou de chèques postaux sont signés par le président ou par le directeur général, à moins d'une délégation donnée à un ou plusieurs mandataires soit par le président, soit par le directeur général, dûment mandatés par le conseil d'administration.

## TITRE IV

### Commissaires aux comptes

Art. 27 — L'assemblée générale ordinaire propose un ou plusieurs commissaires qui ont le mandat de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans, ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du conseil d'administration.



Les commissaires aux comptes sont nommés par décret pour trois ans.

Les commissaires peuvent, à toute époque de l'année, opérer les vérifications ou contrôles qu'ils jugent opportuns. Ils peuvent toujours convoquer l'assemblée générale des actionnaires en cas d'urgence.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes, doivent être mis à la disposition des commissaires quarante jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée générale.

Les commissaires établissent un rapport dans lequel ils rendent compte à l'assemblée de l'exécution du mandat qu'elle leur a confié et signalent éventuellement les irrégularités et inexactitudes qu'ils ont relevées.

Ils font, en outre, un rapport spécial à l'assemblée ordinaire annuelle sur les opérations prévues à l'article 24.

S'il est nommé plusieurs commissaires, l'un d'eux peut agir seul en cas de décès, démission, refus ou empêchement des autres.

Les commissaires ont droit à une rémunération dont l'importance est fixée par l'assemblée générale et est maintenue jusqu'à décision nouvelle.

## TITRE V

### *Assemblées générales ordinaires et extraordinaires*

Art. 28 — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent libérées des versements exigibles.

Les porteurs d'actions peuvent assister aux assemblées générales.

Nul ne peut représenter un actionnaire aux assemblées générales s'il n'est lui-même membre de l'assemblée ou représentant légal d'un membre de l'assemblée. Le mandat de représentation valable pour une assemblée déterminée l'est également pour les assemblées qui pourraient en être la conséquence directe. Toute révocation de pouvoirs d'un mandataire dont le mandat a été déposé au siège devra, pour être valable, y être signifiée par acte extrajudiciaire.

Les collectivités, établissements et organismes publics ou privés actionnaires de la société sont représentés aux assemblées générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné en ce qui concerne les collectivités, dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Lorsque le nombre des actionnaires représentés au sein du conseil d'administration atteint le quorum exigé pour la tenue des assemblées générales ordinaires, le conseil d'administration pourra se constituer en assemblée générale ordinaire sans nouvelle convocation.

Toutefois, les actionnaires qui ne seraient pas représentés au conseil d'administration devront avoir été convoqués cinq jours au moins à l'avance.

Art. 29 — Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration, par le président ou, en cas d'urgence par les commissaires aux comptes.

Les convocations sont faites par lettres recommandées à chacun des actionnaires. Elles doivent indiquer l'objet de la réunion.

Art. 30 — L'assemblée générale, réunie dans les conditions fixées aux articles précédents approuvera en début de séance l'ordre du jour proposé par le conseil d'administration ou par le président ; à défaut de proposition, elle fixera son ordre du jour.

Il ne peut être mis en délibération d'autres objets que ceux portés à l'ordre du jour, sauf les résolutions qui seraient la conséquence directe de la discussion provoquée par un de ceux-ci.

Art. 31 — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou par un administrateur délégué par le conseil. A défaut, l'assemblée élit son président.

Le président de l'assemblée est assisté de deux scrutateurs qui constituent avec lui le bureau.

Les fonctions de scrutateurs sont exercées par les deux actionnaires présents au début de la séance qui acceptent et représentent, tant par eux-mêmes que par les pouvoirs qui leur ont été conférés, le plus grand nombre d'actions. Le bureau s'adjoint un secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Art. 32 — Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires présents et représentés et le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille émargée par les actionnaires présents ou leurs mandataires et certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

Art. 33 — Tout actionnaire présent a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation.

Le vote a lieu à main levée à moins que le scrutin secret ne soit réclamé par le quart au moins des actionnaires présents.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial. Les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits de procès-verbaux sont signés par le président du conseil ou par un administrateur.

Art. 34 — Les assemblées générales sont dites ordinaires lorsque les décisions qu'elles ont à prendre se rapportent à la gestion, à l'administration de la société, à l'application ou à l'interprétation des statuts.

Art. 35 — L'assemblée générale ordinaire est réunie par le conseil d'administration dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les assemblées générales ordinaires peuvent en outre être convoquées exceptionnellement.

Le conseil est tenu de convoquer l'assemblée générale lorsque la demande lui en est faite par des actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Les convocations aux assemblées générales ordinaires sont faites au moins quinze jours à l'avance. Ce délai peut être réduit à six jours francs lorsqu'il s'agit d'une deuxième convocation.

Dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article 30, les délais seront les mêmes que ceux fixés pour la réunion du conseil d'administration.

Art. 36 — L'assemblée générale ordinaire, pour délibérer valablement doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 37 — L'assemblée générale annuelle entend le rapport du conseil d'administration sur les affaires sociales et les rapports des commissaires aux comptes.

Elle discute, approuve, redresse les comptes et fixe les sommes à répartir dans le cadre des dispositions du titre VI ci-après. Elle décide l'émission des emprunts portant création d'obligations ou de bons.

Elle décide la constitution des réserves dans les conditions fixées au dit titre VI.

Elle désigne les administrateurs, sous réserve des dispositions de l'article 15.

Elle détermine la rémunération des commissaires aux comptes.

Elle donne tous quitus, ratifications et décharges. Elle statue sur le rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi 24 juillet 1867 et donne les approbations prévues par ce texte.

Elle confère au conseil d'administration tous pouvoirs qui sont sollicités pour des opérations spéciales, à condition que celles-ci ne relèvent pas de la compétence à l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 38 — Les assemblées convoquées exceptionnellement mais délibérant dans les mêmes conditions que l'assemblée ordinaire annuelle peuvent statuer sur toutes questions de la compétence de cette dernière, à l'exception de celle ayant trait à l'approbation des comptes ou s'y rattachant.

Art. 39 — Les assemblées générales sont dites extraordinaires lorsque leur objet est d'apporter une modification au contrat de société.

Art. 40 — Les convocations aux assemblées générales extraordinaires sont faites dans les mêmes conditions et formes que celles des assemblées ordinaires.

Art. 41 — L'assemblée générale extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social.

Toutes les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire, quel que soit leur objet, sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 42 — L'assemblée générale extraordinaire peut apporter toutes modifications aux statuts autorisées par les lois et règlements applicables aux sociétés d'économie mixte.

Elle peut décider notamment, sans que cette énumération soit aucunement limitative :

- 1°/ — L'augmentation ou la réduction du capital social,
- 2°/ — La prorogation ou la réduction de la durée de la société,
- 3°/ — La dissolution anticipée de la société,
- 4°/ — La fusion de la société avec d'autres sociétés constituées ou à constituer;

## TITRE VI

### Inventaires — Bénéfices — Réserves

Art. 43 — L'année sociale commence le premier octobre et se termine le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice peut comprendre une période de temps inférieure ou supérieure à douze mois.

Art. 44 — Il est établi chaque année un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société. Dans cet inventaire, les divers éléments de l'actif social subissent les amortissements qui sont déterminés par le conseil d'administration.

Il est établi également un compte d'exploitation générale, un bilan et un compte de profits et pertes.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, et communiqués aux actionnaires; ils sont transmis annuellement, accompagnés d'un exemplaire du rapport du ou des commissaires aux comptes.

Les comptes de la société sont ouverts conformément au plan comptable général ou à un plan comptable particulier, si un tel plan a été établi.

Art. 45 — Les bénéfices nets s'entendent des produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de tous prélèvements nécessaires pour la constitution des provisions.

Sur les bénéfices nets, il est prélevé 5 p. 100 (5%) pour la formation du fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social, mais reprend si, pour une cause quelconque, la réserve légale devient inférieure à ce dixième indépendamment de la création de toute autre réserve.

Il peut en outre être prélevé, par décision de l'assemblée générale, la somme nécessaire pour servir un intérêt net à titre de dividende sur le montant libéré et non amorti des actions, dans la limite des taux légaux, les sommes non payées à ce titre au cours d'un exercice en l'absence de bénéfices peuvent être reportées sur l'exercice ou les exercices suivants.

L'excédent sera affecté suivant les décisions de l'assemblée générale à la constitution d'un fonds de réserve générale.

Il n'est pas attribué de tantièmes aux administrateurs.

Art. 46 — Le paiement des dividendes se fait en une seule fois à l'époque fixée, sauf décision spéciale de l'assemblée générale, par le conseil d'administration. Le règlement des dividendes revenant aux personnes morales de droit public est effectué entre les mains de leur comptable.

## TITRE VII

### Dissolution — Liquidation

Art. 47 — Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la société, après rapport motivé des commissaires aux comptes.

En cas de perte des trois quarts du capital social, le conseil est tenu de convoquer les actionnaires en assemblée générale à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

La résolution de l'assemblée est, dans tous les cas, rendue publique.

A défaut de convocation par le conseil, les commissaires aux comptes et le commissaire du gouvernement sont tenus de convoquer eux-mêmes l'assemblée. Dans le même cas, tout actionnaire peut, sans attendre cette convocation, demander en justice la dissolution de la société sans être tenu de solliciter l'avis préalable de l'assemblée générale ni du conseil d'administration.

Après dissolution de la société, il ne peut être apposé de scellés, ni exigé d'autres inventaires que ceux faits en conformité des statuts.

Art. 48 — A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur proposition du conseil d'administration, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination d'un liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires aux comptes.

Pendant toute la durée de la liquidation, l'actif social demeure la propriété de l'être moral collectif qui survit à la dissolution de la société pour les besoins de sa liquidation. Les pouvoirs de l'assemblée générale continuent comme au cours de l'existence de la société.

## TITRE VIII

### Contestations

Art. 49 — Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou au cours de la liquidation, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, soit entre les actionnaires et la société, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal

du siège de la société. A défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires et extrajudiciaires sont valablement faites au parquet du tribunal civil dont dépend le siège de la société.

## TITRE IX

### Dispositions générales

Art. 50 — La société ne sera définitivement constituée qu'après que toutes les formalités prescrites par la loi auront été remplies, que toutes les actions de numéraire auront été souscrites et qu'il aura été versé un quart en espèces sur chacune d'elles, ce qui sera constaté par une déclaration notariée faite par le fondateur à laquelle sera annexé un état des souscriptions et des versements, et qu'une assemblée générale tenue dans les conditions prévues par la loi aura reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement, nommé les administrateurs et constaté leur acceptation.

Art. 51 — Pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi en matière de constitution de société, tous pouvoirs sont donnés aux porteurs d'expéditions ou d'extraits ou de copies tant des présents statuts que des actes et délibérations constitutifs qui y feront suite.

Lomé, le 24 octobre 1970  
Gal. E. Eyadéma

**ORDONNANCE N° 22 du 26-10-70 portant approbation du compte administratif du budget annexe des chemins de fer du Togo (exercice 1969).**

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 46 du 22 novembre 1968 portant loi de finances pour l'exercice 1969 ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications,

### ORDONNE :

Article premier — Est approuvé le compte administratif du budget annexe des chemins de fer du Togo pour l'exercice 1969 arrêté en recettes à la somme de quatre cent quarante-et-un millions sept cent trente-et-un mille soixante dix francs (441.731.070) et en dépenses à la somme de quatre cent vingt huit millions trente trois mille six cent quarante-et-un francs (428.033.641).

Art. 2 — L'excédent des recettes sur les dépenses soit treize millions six cent quatre vingt dix sept mille quatre cent vingt neuf francs (13.697.429) sera versé au « Fonds de Renouveau » du réseau des chemins de fer du Togo au compte 114-31-4 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

Art. 3 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 26 octobre 1970  
Gal. E. Eyadéma

## DECRETS

**DECRET N° 70-171 du 15-10-70 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du cacao récolte intermédiaire 1970.**

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Vu le décret n° 70-120 du 28 mai 1970 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat de cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte intermédiaire 1970 ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article premier — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte intermédiaire 1970 est fixée au 26 septembre 1970.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 15 octobre 1970  
Gal. E. Eyadéma

**DECRET N° 70-172 du 21-10-70 autorisant l'usage du timbre sec par la cour suprême.**

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 62-10 du 14 mars 1962 ;

Vu la demande du président de la cour suprême tendant à obtenir l'autorisation d'utiliser le timbre sec sur les actes juridictionnels de la cour suprême,

### DECRETE :

Article premier — La cour suprême est autorisée à utiliser le timbre sec sur ses actes juridictionnels.

Art. 2 — Le présent décret prend effet à la date de sa signature et sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 octobre 1970  
Gal. E. Eyadéma

**DECRET N° 70-173 du 22-10-70 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte principale 1970-71.**

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1970-71 est fixée au 12 octobre 1970.

Art. 2 — Le prix d'achat au producteur du cacao en fèves conforme aux normes du conditionnement est fixé à 93 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 108.611 francs CFA la tonne.

Art. 4 — Dans les circonscriptions administratives d'Akposso et de Klouto, le prix d'achat effectif au producteur, tout en étant de 93 francs cfa le kilogramme tient compte d'un prélèvement au stade final (livraison à l'OPAT) de 2 francs CFA par kilogramme, opéré par l'OPAT au profit de ces deux circonscriptions.

Deux caisses sont ainsi créées à l'OPAT pour recevoir ces prélèvements pour le compte desdites circonscriptions.

Art. 5 — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé .....	2.500 francs la tonne
Région d'Akposso Nord .....	1.300 francs la tonne
Région d'Akposso Plateau .....	1.300 francs la tonne
Canton d'Akébou .....	1.300 francs la tonne
Région de Pagala .....	1.300 francs la tonne
Région de Dayes .....	1.500 francs la tonne

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 6 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 22 octobre 1970

Gal. E. Eyadéma

### CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO

Barème cacao R.P. 1970-71

Francs CFA la tonne

PRIX D'ACHAT AU PRODUCTEUR ..... 93.000

- 1 Commission acheteur produit ..... 1.400
- 2 Manutention, loyer magasin acheteur produit ..... 400
- 3 Transport au centre de collecte ..... 1.500

3.300

VALEUR NU-BASCULE CENTRE DE COLLECTE ..... 96.300

- 4 Manutention, loyer magasin acheteur agréé ..... 605
- 5 Transport chemin de fer ..... 1.075

1.680

VALEUR NU-BASCULE LOME ..... 97.980

- 6 Sacherie (14 1/4 sacs à 65) ..... 926
- 7 Amortissement de sac 10% ..... 93
- 8 Entrée et sortie magasin Lomé ..... 307
- 9 Déchets 0,50% V.N.B. ..... 490
- 10 Loyer magasin Lomé ..... 200
- 11 Financement 7% pour 3 mois V.L.M. ..... 1.826
- 12 Frais généraux fixes ..... 2.500

6.342

VALEUR LOCO-MAGASIN LOME ..... 104.322

- 13 Transit (y compris voie locale) ..... 1.126
- 14 Commission acheteur agréé 3% sur (V.L.M. + transit) ..... 3.163

4.289

VALEUR A FACTURER A L'OPAT ..... 108.611

### Nomination

Décret n° 70-169 du 15-10-70 — Est et demeure rapporté le décret n° 69-33 du 4 février 1969 portant nomination de M. Atsu Kodjo François, ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon d'agriculture comme directeur du centre de formation professionnelle de Tové.

M. Ponsard Jean-François, ingénieur contractuel d'agriculture est nommé directeur du centre de formation professionnelle agricole de Tové, en remplacement de M. François Kodjo Atsu, appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables sur le chapitre 20 — article 14 — paragraphe 1 du budget général.

Le ministre de l'économie rurale est chargé de l'exécution du présent décret.

### Promotion

Décret n° 70-170 du 15-10-70 — Les magistrats du 3<sup>e</sup> grade 4<sup>e</sup> échelon dont les noms suivent :

Adotevi Michel  
Segbeaya Louis

Lawson Georges

réunissant au 27 septembre 1970, l'ancienneté de deux ans requise pour prétendre à un avancement, sont promus au 2<sup>e</sup> grade 1<sup>er</sup> échelon pour compter de cette même date.

Le présent décret sera soumis à l'examen du conseil supérieur de la magistrature dès que celui-ci sera en mesure de se réunir régulièrement.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

### Approbation de comptes administratifs et de budgets additionnels

Décret n° 70-174 du 26-10-70 — Le compte administratif de la circonscription de Tsévié, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de dix neuf millions trois mille trois cent sept francs (19.003.307 francs) ;

En dépenses à la somme de dix huit millions cent cinquante deux mille quatre vingt treize francs (18.152.093 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de huit cent cinquante et un mille deux cent quatorze francs (851.214 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à cinq millions huit cent cinq mille sept cent soixante quatorze francs (5.805.774) sont annulés.

Décret n° 70-175 du 26-10-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Tsévié, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux millions neuf cent cinq mille deux cent quatre vingt quatorze francs (2.905.294 francs).

Décret n° 70-176 du 26-10-70 — Le compte administratif de la circonscription de Nuatja, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de seize millions deux cent douze mille deux cent vingt francs (16.212.220 francs) ;

En dépenses à la somme de quinze millions huit cent soixante quinze mille deux cent quatre vingt trois francs (15.875.283 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de trois cent trente six mille neuf cent trente sept francs (336.937 francs) qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont approuvées l'annulation et l'ouverture de crédits ci-après énumérés, destinées à régulariser le dépassement de crédits constaté à un poste budgétaire à la clôture de l'exercice.



*Annulation de crédit*

*Chapitre III* — Service d'administration régionale.  
(matériel) —

— Article 9 — Frais d'élections ..... 8.428

*Ouverture de crédit*

*Chapitre V* — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

— Article 1 — Entretien des routes et ponts etc ..... 8.428

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à cent trente mille six cent dix sept francs (130.617 francs).

Décret n° 70-177 du 26-10-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Nuatja, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinq cent quatre vingt six mille cent trente sept francs (586.637 francs).

Décret n° 70-178 du 26-10-70 — Le compte administratif de la circonscription de Sotouboua, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit:

En recettes à la somme de dix millions neuf cent quarante sept mille cent trente quatre francs (10.947.134 francs) ;

En dépenses à la somme de neuf millions deux cent quatre vingt quinze mille sept cent deux francs (9.295.702 francs) faisant apparaître un excédent de recettes de un million six cent cinquante et un mille quatre cent trente deux francs (1.651.432 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à un million trois cent soixante et un mille huit cent quatre vingt trois francs (1.361.883 francs).

Décret n° 70-179 du 26-10-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Sotouboua, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de deux millions trois cent treize mille sept cent quatre vingt seize francs (2.313.796 francs).

Décret n° 70-180 du 26-10-70 — Le compte administratif de la circonscription de Mango, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de onze millions deux cent huit mille sept cent soixante quatre francs (11.208.764) ;

En dépenses à la somme de dix millions huit cent trente neuf mille six cent cinquante francs (10.839.650 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de trois cent soixante neuf mille cent quatorze francs (369.114 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à deux millions huit cent vingt huit mille cinq cent quarante cinq (2.828.545 francs).

Décret n° 70-181 du 26-10-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Mango, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de sept cent un mille cinq cent quatre vingt neuf francs (701.589 francs).

Décret n° 70-182 du 26-10-70 — Le compte administratif de la circonscription de Dapango, exercice 1969, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de trente quatre millions quatre cent trente sept mille trois cent vingt francs (34.437.320 francs) ;

En dépenses à la somme de trente et un millions deux cent vingt deux mille quatre cent quatre vingt trois francs (31.222.483 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de trois millions deux cent quatorze mille huit cent trente sept francs (3.214.837 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1970.

Sont annulés les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1969 s'élevant au total à trois millions vingt et un mille trois cent quarante huit francs (3.021.348 francs).

Décret n° 70-183 du 26-10-70 — Le budget additionnel de la circonscription de Dapango, exercice 1970, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de trois millions six cent quarante huit mille soixante onze (3.648.071 francs).

**Amnisties individuelles**

Décret n° 70-184 du 26-10-70 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Djobo Zakari Idrissou dit Kaza, né à Sokodé vers 1923, fils des feus Zakari et Bidéde, cultivateur, condamné le 18 juin 1963 par le tribunal correctionnel de Sokodé à la peine de six mois d'emprisonnement pour recel.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

N° 70-185 du 26-10-70 — Le bénéfice de l'amnistie est accordé à Malloch John Mc Vicar, né le 8 octobre 1920 à Durban (Afrique du Sud), fils de Malloch et de Brenner, pilote condamné à 20.000 francs d'amende pour défaut de manifeste, quatre mois d'emprisonnement et 15.000 francs d'amende pour maquillage d'avion et 5.000 francs d'amende pour transport par aéronef d'armes et de munitions de guerre sans autorisation spéciale par jugement n° 366/68 du 19 juin 1968 du tribunal correctionnel de Lomé, confirmé par arrêt n° 75 de la cour d'appel en date du 10 octobre 1968.

Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

**Rectificatif**

RECTIFICATIF du 29-10-70 du décret n° 70-173 du 22 octobre 1970 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte principale 1970-71.

**Au lieu de :**

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1970-71 est fixée au 12 octobre 1970.

**Lire :**

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1970-71 est fixée au 21 octobre 1970.

Le reste sans changement.

**ARRETES ET DECISIONS****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**ARRETE N° 159-PR-MSP du 12-10-70 mettant en application le règlement sanitaire international dans ses articles 62 à 71 relatifs au CHOLERA.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret du 11 novembre 1929 sur la protection de la santé publique au Togo ;  
Vu le T.O. n° 1095 du 22 août 1970 du directeur régional de l'organisation mondiale de la santé à Brazzaville ;  
Vu le relevé épidémiologique hebdomadaire n° 36 du 4 septembre 1970 de l'organisation mondiale de la santé à Genève,

**'ARRETE :**

Article premier — Les voyageurs, navires, aéronefs et véhicules routiers en provenance des pays infectés de choléra sont soumis au règlement sanitaire international dans ses articles 62 à 71.

Art. 2 — La liste des pays infectés est celle publiée chaque semaine dans les relevés épidémiologiques hebdomadaires de l'Organisation Mondiale de la Santé à Genève. Cette liste est cumulative.

Art. 3 — Les ministres de la santé publique et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entre immédiatement en vigueur.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 octobre 1970  
Gal, E. Eyadéma

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES****Affectation**

N° 49-D-MAE du 14-10-70 — Mme Dedoo Georgina, née Senaya, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle A est affectée à l'ambassade du Togo à Accra (Ghana) en qualité de téléphoniste.

Les émoluments de l'intéressée seront imputés au budget général, chapitre 12, article 9, exercice 1970.

La présente décision a effet pour compter du 24 septembre 1970.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR****Annulations et ouvertures de crédits**

N° 96-INT-STCS du 19-10-70 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Niamtougou, exercice 1970 :

**Chapitre III.** — Service d'action régionale (matériel) —  
Article 9 — Frais d'élections ..... 55.000  
**Chapitre IV.** — Service des travaux régionaux (personnel) —  
Article 1 — Salaire du personnel titulaire ..... 65.000  
**Chapitre VII.** — Services sociaux (personnel) —  
Article 1 — Enseignement et sports ..... 100.000  
Article 3 — Dispensaire ..... 25.000

245.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Niamtougou, exercice 1970 :

**Chapitre II** — Service d'administration régionale (personnel) —  
Art. 1 — Traitement (ppal et acc.) personnel de bureau titulaire ..... 15.000  
Art. 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes ..... 1.500  
**Chapitre III** — Service d'administration régionale (matériel) —  
Article 2 — Frais de bureau ..... 20.000  
**Chapitre IV** — Service des travaux régionaux (personnel) —  
Article 2. — Traitement du personnel non titulaire .. 32.000  
**Chapitre V** — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —  
Article 1 — Entretien des routes et ponts etc ..... 60.000  
Article 2 — Entretien des rues, jardins, marchés, fourrières, gares routières et abattoirs etc. ... 20.000  
Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules 82.000  
**Chapitre VII** — Services sociaux (personnel) —  
Article 4. — Ambulance ..... 1.000  
245.000

N° 97/INT-STCS du 19-10-70. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1970 :

**Chapitre II** — Service d'action rég. (pers) —  
Article 1. — Traitement du personnel de bureau titulaire ..... 97.000  
**Chapitre III.** — Service d'action rég. (mat.) —  
Article 4. — Moyens de transport ..... 22.020  
Article 9. — Frais d'élections ..... 10.000  
**Chapitre IV.** — Sce des travaux rég. (pers.) —  
Article 1. — Traitement du personnel titulaire ..... 98.000  
Article 3. — Indts et gratifications diverses ..... 17.000  
**Chapitre VIII.** — Services sociaux (mat.)  
Article 1. — Enseignement et sports ..... 41.395  
285.415

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1970 :

**Chapitre III.** — Service d'action rég. (mat.) —  
Article 1 — Frais d'imprimés et abonnements ..... 30.000  
**Chapitre V** — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —  
Article 1 — Entretien des routes et ponts ..... 46.415  
**Chapitre VII** — Services sociaux (pers.) —  
Article 4 — Ambulance ..... 1.000  
**Chapitre IX** — Participation de la cir. aux dépenses d'intérêt général à la charge de l'Etat —  
à reporter ..... 77.415

report .....	77.415
Article 4 — Prison civile Nuatja .....	138.000
Chapitre X — dépenses diverses —	
Article 1 — Fêtes et réceptions publiques .....	70.000
	285.415

N° 98/INT-STCS du 22-10-70 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune d'Anécho, exercice 1970 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (pers.) —	
Article 2 — Salaire du personnel non titulaire .....	200.000
Chapitre III — Service d'administration municipale (mat.) —	
Article 3 — Achat et entretien du mobilier de bureau .....	50.000
Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel) —	
Art. 2 — Salaire du personnel non titulaire .....	50.000
	300.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune d'Anécho, exercice 1970 :

Chapitre IV <sub>1</sub> — Service des travaux municipaux (personnel) —	
Art. 4 — Salaire des manœuvres de voirie .....	240.000
Chapitre V. — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (mat.) —	
Art. 1. — Voirie municipale, entretien des rues, etc. ....	60.000
	300.000

### Rectificatif

**RECTIFICATIF du 22-10-70 à l'arrêté n° 89-INT-APA du 24 septembre 1970 autorisant le Rotary Club de Lomé à organiser une tombola au profit de leurs activités sociales.**

#### Au lieu de :

Le tirage de la tombola aura lieu au stade omnisport Général Etienne Eyadéma le vendredi 13 novembre 1970 à 21 heures à l'occasion du gala annuel du club sous le contrôle de la commission composée de :

— Mme La présidente de la délégation spéciale de la commune de Lomé ou son adjoint, représentant le ministre de l'intérieur ..... *Président*

— Le trésorier-payeur ou son représentant ..... *Membre*

— M. Pierre Labayle, président du Rotary-Club .... *Membre*

#### Lire :

Le tirage de la tombola aura lieu au stade omnisport Général Etienne Eyadéma le mardi 10 novembre 1970 à 20 heures à l'occasion du gala annuel du club sous le contrôle de la commission composée de :

— Mme La présidente de la délégation spéciale de la commune de Lomé ou son adjoint, représentant le ministre de l'intérieur ..... *Président*

— Le trésorier-payeur ou son représentant ..... *Membre*

— M. Pierre Labayle, président du Rotary-Club .... *Membre*

Le reste sans changement.

### Admission dans différents corps du cadre spécial de la sûreté nationale

N° 94-D/INT du 14/10/70 — L'officier de police ci-dessous désigné est déclaré définitivement admis au concours professionnel pour le recrutement d'élève-commissaire ouvert par arrêté n° 44/INT-DSN du 30 mai 1970 :

Hillah A. Alfred.

N° 95-D/INT du 14/10/70 — Les gardiens de la paix dont les noms suivent sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours professionnel pour le recrutement d'élèves-officiers de police adjoints ouvert par arrêté n° 44-INT-DSN du 30 mai 1970 :

Gbodui K. Moïse

Assih Marc

Mensah Dogbe Jacob

Palanga Jean-Baptiste.

Ahou Apollinaire

N° 99-D/INT du 22/10/70 — Les officiers de police adjoints dont les noms suivent sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours professionnel pour le recrutement d'élèves-officiers de police ouvert par arrêté n° 44/INT-DSN du 30 mai 1970 :

Yerima Bouraïma

Mensah Fidèle

Takpara K. Alfred

Siliadin Afanou Jean.

Awoume Kodjo Sylvanus

### Tableau d'avancement

N° 97-D/INT/DSN du 22/10/70 — En vue de l'application des dispositions prévues par les articles 86 et 88 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et par les articles 25 et 26 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, est inscrit sur la liste d'aptitude à l'avancement au grade d'officier de police de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du cadre spécial de la sûreté nationale, en vue de sa promotion à ce grade à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 (A.C. deux mois) :

Sognigbe David, officier de police de 2<sup>e</sup> cl.

N° 98-D/INT/DSN du 22/10/70 — En vue de l'application des dispositions prévues par les articles 86 et 89 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et par les articles 65 et 66 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, est inscrit sur la liste d'aptitude à l'avancement au grade de brigadier-chef de police 1<sup>er</sup> échelon du cadre spécial de la sûreté nationale, en vue de sa promotion à ce grade à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970 (A.C. deux mois) :

Géraldo Saliou Ignace, brigadier de police.

### MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

#### Passage automatique d'échelon

N° 44-D/MJ du 10/10/70 — Est constaté pour compter du 15 septembre 1970 le passage automatique à l'échelon supérieur de leur grade des magistrats ci-après désignés :

#### Au 4<sup>e</sup> échelon du 3<sup>e</sup> grade

Bannerman W. Oswald, magistrat du 3<sup>e</sup> grade 3<sup>e</sup> échelon pour compter du 15 septembre 1968 — A.C. néant

Apédo Lacle Emmanuel, magistrat du 3<sup>e</sup> grade 3<sup>e</sup> échelon pour compter du 15 septembre 1968 — A.C. néant.

## MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

### Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

N° 452-MFEP/MF/CR du 6/10/70 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Bonin Josephine Adjoko (née Wilson) épouse de M. Bonin François, instituteur adjoint de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon de l'enseignement du Togo (indice 900, pourcentage 73 %) en retraite, décédé le 4 mai 1970 une pension de veuve au taux annuel de cent trente quatre mille cent soixante (134.160) francs pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1970.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Bonin Josephine Adjoko (née Wilson) une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Andoch, né le 12 octobre 1939  
Léocadie, née le 14 octobre 1942  
Antoinette, née le 17 janvier 1948  
Engelbert, né le 9 mars 1951  
Denise, née le 9 octobre 1953.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à vingt six mille huit cent trente deux (26.832) francs pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1970.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt six mille huit cent trente deux (26.832) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1970 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Engelbert, né le 9 mars 1951  
Denise, née le 9 octobre 1953  
Gabrielle, née le 25 mars 1956  
Gotthard, né le 1er octobre 1958.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de Mme veuve Bonin Josephine Adjoko (née Wilson) tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

N° 454/MFEP/MF/CR du 6-10-70. — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64 %) au montant annuel de six cent quatre vingt douze mille six cent quarante huit (692.648) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Amen, médecin-inspecteur 3e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 2650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1970.

N° 458/MFEP/MF/CR du 19-10-70. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Toto Ayoko (née Ayeboua)  
Toto Zilikatou (née Amoussa)  
Toto Rafata (née Osseni)  
Toto Sabalimatou (née Barboza)

épouses de M. Toto Nicolas, contremaître principal 1er échelon du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 900 — pourcentage 53 %) décédé le 31 mai 1969 une pension de veuve au taux annuel de vingt quatre mille trois cent cinquante deux (24.352) francs pour compter du 1er juin 1969.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse aux orphelins désignés ci-après :

Raïmi, né le 30 mai 1952  
Nafiyatou, née le 26 octobre 1954  
Tessilimi, né le 16 avril 1955  
Chérifatou, née le 14 avril 1957  
Afissou, né le 16 juin 1957  
Aliou, né le 19 novembre 1957  
Zakariwo, né le 23 septembre 1959  
Kadidjatou, née le 1er mars 1960  
Mouhtarou, né le 10 octobre 1960  
Nouratou, née le 4 mai 1961  
Fatimata, née le 25 février 1962  
Mouzirou, né le 26 septembre 1962  
Raoufou, né le 24 août 1963  
Cheffiou, née le 6 novembre 1963  
Yékini, né le 7 septembre 1964  
Falilatou, née le 17 janvier 1966  
Mansourou, né le 5 février 1966  
Moutyatou, née le 14 août 1968  
Sikiratou, née le 24 avril 1969

une pension d'orphelin fixée à dix neuf mille quatre cent quatre vingt (19.480) francs l'an pour compter du 1er juin 1969 à chacun des orphelins ci-dessus dénommés.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Morou Aboulafa Maurice, tuteur des orphelins du de cujus.

### Autorisations de paiement

N° 841-D/MFEP/F du 12-10-70. — Est autorisé le paiement par virement en faveur de la société philip's telecommunicatie industrie, à son compte tenu chez la Rotterdamsche bank N.V. à Amsterdam (Pays-Bas), de la somme de deux cent neuf mille deux cent soixante quatre florins hollandais soixante treize cents (FH. 209.264,73) soit quinze millions neuf cent soixante onze mille quatre vingt quatre (15.971.084) francs cfa, au titre de la *traite échue au 27 mars 1970* selon contrat câbles téléphoniques de modernisation du réseau togolais de télécommunication.

Une somme totale de quinze millions neuf cent soixante douze mille quatre cent quarante neuf (15.972.449) francs cfa, représentant le montant du principal et des frais de télégramme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement effectué par la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 1, article 9, exercice 1970.

N° 842-D/MFEP/F du 12-10-70 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de la société philip's telecommunicatie industrie, à son compte tenu chez la Rotterdamsche Bank N.V. à Amsterdam (Pays-Bas), de la somme de trente neuf mille huit cent cinquante sept (FH 39.857) florins hollandais soit trois millions trente six mille cent six (3.036.106) francs cfa, au titre de la *traite échue au 9 mai 1970* selon lettre de garantie n° 519/MFE du 15 juin 1967 relative à l'interconnexion du réseau téléphonique togolais.



Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement effectué par la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé

La dépense est imputable au budget général, chapitre 1, article 9, exercice 1970.

N° 843-D/MFEP/F du 12-10-70. — Est autorisé le paiement par virement en faveur de la société philip's telecommunicatie industrie, à son compte tenu chez la Rotterdamsche Bank N.V. à Amsterdam (Pays-Bas), de la somme de trente mille cinq cent soixante douze florins hollandais soixante cents (30.572,60) soit deux millions trois cent trente deux mille cinq cent trente six (2.332.536) francs cfa, au titre de la *traite échue au 1<sup>er</sup> février 1970* selon lettre de garantie n° 774/MFE du 28 août 1968 relative à l'extension du réseau téléphonique de Lomé.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement effectué par la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 1, article 9, exercice 1970.

N° 844-D/MFEP/F du 12-10-70 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de la société philip's telecommunicatie industrie, à son compte tenu chez la Rotterdamsche Bank N.V. à Amsterdam (Pays-Bas), de la somme de quatre vingt quatorze mille neuf cent soixante seize florins hollandais (FH 94.976) soit sept millions deux cent trente quatre mille sept cent quatre vingt seize (7.234.796) francs cfa, au titre de la *traite échue au 9 mai 1970* selon contrat autocommutateur de modernisation du réseau togolais de télécommunication.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement effectué par la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 1, article 9, exercice 1970.

N° 860-D/MFEP/FO du 19-10-70 — Est autorisé le prélèvement sur le compte hors budget n° 115.60 « Produits de participations financières de l'Etat », de la somme de deux cent soixante sept millions trente et un mille (267.031.000) francs au profit du budget général, exercice 1970.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur et constatée en recette au paragraphe 6, ligne 68 du budget bénéficiaire susmentionné.

N° 864-D/MFEP/F du 20-10-70. — Est autorisé le paiement au profit de M. Atayi Amaté Salomon, 47, rue du Dahomey à Lomé, de la somme de deux millions (2.000.000) de francs à titre d'avance à valoir sur la première tranche du montant de son immeuble sis à Tokoin, cédé à l'administration togolaise.

La dépense, imputable au budget d'investissement, gestion 1970, chapitre 12, article 1, paragraphe II b sera mandatée au nom de l'intéressé compte n° 021.189/L-B I A O -LOME.

N° 872-D/MFEP/F du 22-10-70 — Est autorisé le paiement en faveur du comité de l'OUA pour la libération de l'Afrique à son compte n° 1 auprès de the national bank of commerce, bank house branch, indépendance avenue. Dar-Es-Salam (Tanzania), de la somme de un million cinq cent mille (1.500.000) francs au titre de la contribution togolaise au fonctionnement de cet organisme pour l'année 1970.

La dépense, imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 39, article 3, sera mandatée au nom du trésorier-payeur, en couverture du virement anticipé effectué par la BCEAO-Lomé.

N° 887-D/MFEP/F du 24-10-70. — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) compte n° 9.270.142 UTB-Lomé, de la somme de quinze millions sept cent cinquante mille (15.750.000) francs cfa au titre de la contribution du Togo à cet organisme pour le quatrième trimestre 1970, en application des articles 2 et 10 de la convention de Saint Louis.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1970, chapitre 39, article 4.

## MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Admission dans divers corps de l'enseignement officiel

N° 27-MEN du 24-9-70 — Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels C.A.P., C.E.A.P. et monitorat (sessions 1967, 1969) le personnel du corps enseignant dont les noms suivent :

#### Certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.)

##### Promotion 1967 — Série concours

Agbobl Jean

##### Promotion 1969 — Série concours

Toovi Innocent	Plactor Guy
Méatchi A. Justine, née	Klu Kossi Samuel
Azimti	Amedjrovi Kokou Marcel
d'Almeida Ayayi Eusèbe	Salako Kwaku Christophe
Sossou Lossa Jean	Adékpui Louis
Loko Messan Antoine	Agbodjan Augustin
Tchaba Fara Blaise	Kplako Kokou Alfred
Mensah Akuété Benoît	Segbedji Nathaniel
Dogbé Cléophas	de Medeiros Elpidio José
Kouévi Léopold	Amegankpo Yawo Pierre
Kabou Adamou	

#### Certificat d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.)

##### Promotion 1969 — Série examen

Abalo Dominique	Abotsi Cléophas
Aba M. Alfred	Dzissawu K. William
Abokou T. Mahaman	Edoh N. Alphonse
Adekplavi A. Christian	Galley Bernadette
Adavo David	Kolani T. Vincent
Afoutou Louis	Kazi Dadja Michel
Agbodo Erasmus	Kossi Jean
Agbovi K. Jonathan	Koutcho Victorine
Akakpo Gabriel	Kpemoua K. Eugène
Akoussa K. Seth	Kouma K. Mathias
Ametowossi Y. Christian	Mensah A. Kassim
Amoussouvi Théodore	Metsoko Germaine
Anani D. Dagobert	Mingoli L. Martin
Aroufore Lanwon	Napoe K. Gbatin
Atchou A. Louis	Nabédé André
Atchou Y. Joseph	Noutou Y. Victor
Attaty K. Emmanuel	Onouadje S. Laurent
Degla Ehouégnon	Tagneto Eliézer
Doglo K. Roger	Tahoulan K. Théophile
Dossouvi A. Antoinette	Takpara Christine
Dotto Christophe	Iko Nestor

##### Promotion 1969 — Série concours

Toviékou Benjamin	Lossou Nanko Emmanuel
Assim Toké Josué Urbain	Torotoro T. Gaston
Mensah Julienne Dédévi	Diabo K. Tobias

Ayivi Amavi  
Deh Samuel  
Akakpo Fo.ly Justin  
Aziadou M. Joseph  
Kaipe Casimir  
Lawson T. Cyrille  
Agbleze Joseph  
Bapo Amavi Emmanuel

Gnanou Philippe  
Ayéva Souleyman  
Gbadoé Confort  
Fa a a Abou  
Gnagniko Lucien  
Tossou K. Fidélius  
Amedodzi K. Bruno

### MONITORAT

#### Promotion 1969

Lawson Innocent	Pere Jérôme
Mensah Joseph	Affo Issa
Atsu Amélie	Abotsi Komi Jean
Tchenguem Pierre	Fumey Johanna
Aniuh James	Gbesso Michel
Mensah K. Fidélius	Abina Philippe
Bakerga Urbain	Maïou Abalo Jacques
Semidy K. Cyprien	

#### Certificat de fin d'études normales (C.F.E.N.)

##### Promotion 1961

Ajavon Sébastien

##### Promotion 1965

Gameti Enos

##### Promotion 1966

Kavegue Clétus	Epre Gilbert
Flindjo Emile	

##### Promotion 1967

Gnagno Laurent	Bagnanzy Barthélémy
Bosso Jean	Bouley Joseph

##### Promotion 1968

Tchapodo Alassani	Akuesson Nestor
Senayah I. Stella	Gbedze Emmanuel
Ali Pierre	Tchiou Moustaphiou

##### Promotion 1969

Alassani Saïbou	Fiagbedji Eugène
Hillah Ambroise	Amewounou M. Richard
Maboudou B. Sessou	Sedji Kpadenou Christophe
Tchakam Paul Nothan	Dagadou Kodzo Théodore
Dokpo R. Yawo	Segbaya Marie Evelyne
Atakpamey K. Thomas	Alaba Tcha Edouard
Assiongbon Philippe	Knelvi Forancia
Evodah Yao Joseph	Koffi Afiwa Véronique
Napo Azara	Domei Koami Mathieu
Gnavo Honoré Akodégla	Yekle Cérhas Koffi
Tchara Koffi	Couvide D. Abalo
Benkari A. Anchalos	Etsi Kossi Bénony
Edorh Claude Martin	Amease Simon Pierre
N'Souga Martin	Sokpo Georges

#### Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique — Anglais

##### Promotion 1969

Agbodoh Ephrem

### MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

#### Promotion

N° 475-MFP du 20-10-70 — M. Bonin Jean, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (catégorie A2) du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles est promu au grade d'ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

### Intégrations

N° 454-MFEP du 6-60-70 — Es: et demeure rapporté en ce qui concerne M. Kambré Bégouéoum, l'arrêté n° 160-MFP du 9 avril 1970 portant intégration dans le cadre des infirmiers.

N° 460-MFP du 9-10-70 — Les élèves sortant de l'école normale de Lama-Kara dont les noms suivent, titulaires du certificat de fin d'études normales, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Djagbassou Akouété Benoît	Avognon K. Emmanuel
Amedodzi Koffitsé Bruno	Meloukpo Yawo Gabriel
Azondjagni K. Théodore.	Ahokpe André Thomas
Lawson H. Pierre Bernard	Geraldo Abdoulaye
Magné Kossi Ros and	Aholou Kokou Joseph
Dossa Ablam Innocent	Sodatonou Ruben
Kouévidjin K. Joseph	Ayao Adjé Félicien
Vondoly Jean Chrysostome	Johnson Kouassi Antoine
Kangni Ekoué Théophile	Sedo Kouassi Frédéric
Kouévidjin M. Vincent	Tiassou Kossi Mawoussi
Yidi Messan André	Bouraima Boukari
Amétépé K. Adolphe	Agboli Bernard
Ahouélé Innocent	Allado Yawovi Vincent
Comlanvi Ahlonko Joachim	Gnassingbe Kabrana Georges
Banassim Kossi P. Justin	Djahanou Djéwoné Ernest
Hunkpa'i Kodjovi Martin	Ahiago Kossi Paul
Ayaté Ayawo Simon	Amedekagnan K. Séwonou
Agbo Déglà Frédéric	Kélonwani Céphas
Dogbe Bernard	Wodoknoe Y. A. Céphas
Ayendo Hounkpat' Marcel	Yovo Komi Emile
Mawusi Komlan Daniel	Besses Kwami G. Céphas
Ahama Kossi Gabriel Basile	Fawi Aineti Alphonse
Ayao-Koyenin K. Antoine	Amevibe Komi Michel
Amedon Edoh Frédéric	Kolan Laré Jean
Konon Kekou Léopold	Dzugbo Komi Gédéon

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 465-MFP du 19/10/70 — M. Barque Barry Moussa, titulaire du diplôme d'ingénieur hydraulicien de l'université de Toulouse, du diplôme d'ingénieur de l'école d'ingénieur de Marseille, de la maîtrise des sciences et de l'attestation d'études approfondies de mécanique des fluides de l'université de Marseille est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur principal 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A1 — indice 1900) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 468-MFP du 20-10-70 — M. Adodo Jean Luc, mécanicien chauffeur de 4<sup>e</sup> catégorie échelle C, qui a effectué avec succès un stage de perfectionnement professionnel en Belgique est admis ainsi qu'il suit dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent spécialisé (catégorie D) :

17.4.66 — conducteur ordinaire 1<sup>er</sup> échelon  
17.4.68 — conducteur ordinaire 2<sup>e</sup> échelon.

M. Adodo conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 469-MFP du 20-10-70 — M. Tagba Michel, agent permanent hors catégorie, qui a suivi les cours du stage du centre de perfectionnement des cadres de l'administration du travail de Yaoundé est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires de l'inspection du travail et des lois sociales, intégré dans le corps du Personnel de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif (catégorie C) dans les conditions suivantes :

29-6-67 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

29-6-69 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.

M. Tagba conserve son affectation actuelle.

N° 470-MFP du 20-10-70 — M. Hounkpati Joseph, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle D, qui a effectué avec succès un stage de formation professionnelle en République Fédérale d'Allemagne (mécanicien-auto) est intégré ainsi qu'il suit dans le cadre des agents spécialisés du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles (catégorie D) :

2-11-65 — ouvrier ordinaire 1<sup>er</sup> échelon

2-11-67 — ouvrier ordinaire 2<sup>e</sup> échelon

2-11-69 — ouvrier ordinaire 3<sup>e</sup> échelon

Il conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 471-MFP du 20-10-70 — M. Wilson Robert, agent permanent de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A, qui a effectué avec succès un stage de formation professionnelle aux Etats Unis d'Amérique (réparation et entretien des engins de terrassement) est intégré comme suit dans le cadre des agents spécialisés du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles (catégorie D) :

1-1-65 — ouvrier ordinaire 1<sup>er</sup> échelon

1-1-67 — ouvrier ordinaire 2<sup>e</sup> échelon

1-1-69 — ouvrier ordinaire 3<sup>e</sup> échelon.

M. Wilson conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 472-MFP du 20-10-70 — M. Bassan-Villasco Alexis, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, titulaire du certificat du centre de perfectionnement des cadres de l'administration du travail de Yaoundé (Cameroun) est en attendant la publication du statut particulier du corps des fonctionnaires de l'inspection du travail et des lois sociales, intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750).

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1970.

N° 473-MFP du 20-10-70 — M. Midamou Christophe, agent d'administration, titulaire du certificat du centre de perfectionnement des cadres de l'administration du Travail de Yaoundé (Cameroun) est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires de l'inspection du travail et des lois sociales, intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750).

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1970.

N° 474-MFP du 20-10-70 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 365-MFP du 29 août 1969 portant nomination.

M. Adra Alibert, titulaire du diplôme du centre international de formation statistique de Yaoundé (section agent technique) est admis dans le corps des fonctionnaires de la statis-

tique générale en qualité d'agent technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 10 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 15 juillet 1969 et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

### Réintégration

N° 453-MFP du 6-10-70 — Il est mis fin au détachement auprès du Gouvernement de la République du Dahomey de M. Gonçalves Henri, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du cadre des fonctionnaires de l'administration générale.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

### Titularisations

N° 459-MFP du 7-10-70 — M. Jibidar Georges, ingénieur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 18 février 1970 — A.C. 1 an.

N° 461-MFP du 10-10-70 — M. Gaba Joseph, inspecteur 1<sup>er</sup> échelon stagiaire des installations électro-mécaniques du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé pour compter du 6 janvier 1970 — AC un an.

N° 485-MFP du 20-10-70 — M. Adoté Omer, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A2) du corps des fonctionnaires des chemins de fer, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 16 avril 1969 — AC : un an.

M. Adoté est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 16 avril 1970 (ancienneté épuisée).

### Passages automatiques d'échelon

N° 1558-D-MFP du 6-10-70 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Afoutou Antoine, ingénieur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires des eaux et forêts, la décision n° 1473-MFP du 22 septembre 1970 constatant passages automatiques d'échelon.

N° 1600-D-MFP du 12-10-70 — M. Dedjeh Grégoire, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

N° 1630-D-MFP du 20-10-70 — M. Quadjovie Christophe, médecin-inspecteur 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1970 (ancienneté épuisée).

N° 1631-D-MFP du 20-10-70 — M. Johnson Lucas, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

## Engagements

N° 1562-D-MFP du 7-10-70 — L'article 1er de la décision n° 1756/MFP du 3 décembre 1968 portant engagement de M. Assaye Okaté Claude est modifié comme suit :

M. Assaye Okaté Claude, titulaire du C.A.P. (mention aide comptable) est engagé en qualité d'aide-comptable permanent de 5° catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (budget d'investissement, chapitre 9, article 1, paragraphe 2, rubrique 6, main-d'œuvre spécialisée).

N° 1565-D-MFP du 8-10-70 — Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan :

*chapitre 8, article 8 du budget général  
employé de bureau permanent 6° catégorie échelle A*

Ayraku Komlan Jean (n° 7477/OE/SPMO du 16-9-70)

*employés de bureau permanents 5° catégorie échelle A*

Akouété Richard Ignace (n° 7538/OE/70/SPMO du 16-9-70)

Défaie Kadawi Christophe, (n° 7537/OE/70/SPMO du 16-9-70)

*chapitre 8, article 9 du budget général  
employés de bureau permanents 3° catégorie échelle A*

Adjogblé Kodjo François (n° 7557/OE/SPMO du 21-9-70)

Agbomadji Komi Marcelin (n° 7544/OE/70/SPMO du 16-9-70)

Jimongou Dagabé René (n° 7470/OE/SPMO du 16-9-70).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1586-D-MFP du 12/10/70 — M. Koukou Adam est engagé en qualité de chauffeur-conducteur permanent de 2° catégorie échelle A, en remplacement de Tévie Michel, licencié, et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale — chapitre 20, article 13 du budget général (service des pêches).

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1587-D-MFP du 12-10-70 — M. Dédji Emmanuel (n° 5770/OE/SPMO du 23 mars 1970) est engagé en qualité de surveillant de carrière permanent de 3° catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 4 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1591-D-MFP du 12-10-70 — Les candidats ci-après désignés sont engagés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (chapitre 8, article 10 du budget général).

*chauffeurs-mécaniciens permanents 3° catégorie échelle A*

Mama Fousséni (n° 427/68/MO du 18 mars 1968)

Midékor Alfred (n° 5004/OE/SPMO du 23 janvier 1970)

*chauffeurs permanents 2° catégorie échelle A*

Akpakou Koffi Christophe (n° 633/68/MO du 22 avril 1968)

Dogbonou Kossi (n° 7484/OE/SPMO du 16 septembre 1970)

*manœuvres permanents 1° catégorie échelle A*

Talikpeti Kpeinagué Mathias (n° 7471/OE/70/SPMO du 16-9-70)

Tchogah Amessim Tchiguiri (n° 7483/OE/SPMO du 16-9-70)

Atayi Ayité Pierre (n° 7558/OE/SPMO du 21 septembre 1970).

La présente décision a effet pour compter du 15 août 1970.

N° 1592-D-MFP du 12-10-70 — MM. Agbaglo K. Alfred et Idrissou Abdoulaye, agents permanents de 3° catégorie échelle A, en fonction au service des douanes, titulaires du BEPC, sont classés à la 5° catégorie échelle A, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970.

N° 1594-D-MFP du 12-10-70 — M. Lawson Cyrille est engagé en qualité d'agent permanent de 3° catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (budget général, chapitre 18, article 5).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1595-D-MFP du 12-10-70 — M. Agbénou Martin (n° 5906/OE/SPMO du 13 avril 1970) est engagé en qualité de secrétaire dactylographe bilingue permanent de 5° catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1602-D-MFP du 14-10-70 — M. Galley Dovi (n° 226/GM/70 du 16 septembre 1970) est engagé en qualité d'agent permanent (maître blanchisseur) de 2° catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (chapitre 12, article 1 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

## Rappel à l'activité

N° 1589-D-MFP du 12-10-70 — M. Daté B. Denis, agent d'exploitation de 2° classe 3° échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général) pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970.

## Admission au brevet d'études de chef chantier des T.P. et techniques industrielles

N° 1585-D-MTAS-FP du 12-10-70 — Sont déclarés admis à l'examen du brevet d'études de chef de chantier pour les travaux publics et les techniques industrielles institué par l'arrêté n° 104-MTAS-FP du 5 mars 1970, les candidats dont les noms suivent :

Atikossie K. Georges

Ziggar Joseph

Amouzou Joseph

Séménou Emmanuel

Kpandja Antoine

Adakanou Prosper

Derman Mémène

Denkey A. Manassé.

## Détachement

N° 486-MFP du 22-10-70 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés sont placés dans la position de détachement auprès de l'office des produits agricoles du Togo (O.P.A.T.) :

Anadé Adabi Akpo, inspecteur du trésor de 2° classe 2° échelon

Kokouvi Jean, inspecteur des impôts de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> échelon. Pendant la durée de leur détachement, les émoluments des intéressés ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge du budget de l'O.P.A.T.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base, la retenue de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1970.



**Disponibilité**

N° 451-MFP du 6/10/70 — Mme Kuévi-Beku Jeannette, sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de un an à compter du 15 octobre 1970, conformément aux dispositions de l'article 95-c de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

N° 463-MFP du 16-10-70 — M. Mensah Yves, agent spécialisé de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970, conformément aux dispositions de l'article 95-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

**Classement**

N° 1593-D-MFP du 12-10-70 — M. Brym Victor, facteur permanent n° mle 11707 échelle G, échelon 9 de la convention collective ferroviaire est classé à la 5<sup>e</sup> catégorie échelle D des agents permanents du secteur public — A.C. dans l'échelon : 3 ans et 3 mois.

La présente décision a effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1970.

**Absences irrégulières**

N° 1559-D-MFP du 6-10-70 — Est constatée pour compter du 5 août 1970, l'absence irrégulière de son poste de M. Amouzou Léonard, contrôleur des IEM de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications.

N° 1603-D-MFP du 15/10/70 — Est constatée pour compter du 4 juillet 1970, l'absence irrégulière de son poste de M. Ataké Prosper, attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon en service à l'ASECNA.

Pendant son absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

**Radiation**

N° 462-MFP du 10/10/70 — M. Awanyoh Louis Kossi, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, nommé magistrat de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (catégorie A1 — indice 1,600) suivant décret n° 69-236 du 9 décembre 1969, est rayé du corps des fonctionnaires de l'administration générale pour compter du 25 août 1969.

**Retraite**

N° 449-MFP du 6-10-70 — Les fonctionnaires ci-après désignés atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 :

**Chemins de fer**

Whotor Louis, sous-inspecteur principal 1<sup>er</sup> échelon  
Yélouh Codjo Alphonse, contremaître principal de C.E.  
Akpaka Benoît, contremaître de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
Kankoe Kangni Mathias, contremaître de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**Travaux publics**

Sodogas Michel, adjoint technique en chef 2<sup>e</sup> échelon  
Freeman Paul, contremaître adjoint 4<sup>e</sup> échelon  
Moreira Dominique, contremaître-adjoint 4<sup>e</sup> échelon  
Ponty Babakan, contremaître-adjoint 4<sup>e</sup> échelon  
Wewonyi Félix, surveillant-adjoint 4<sup>e</sup> échelon

**Postes et télécommunications**

Gomez Komlanvi Robert, contrôleur principal 3<sup>e</sup> échelon  
Ghakara Séibou, agent spécialisé de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

**Santé publique**

Ohin Richard, agent technique de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Ramanou Frédéric, assistant d'hygiène d'Etat de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Tassouti Chalare Daniel, infirmier principal de C.E.  
Comlan Georges, infirmier principal 2<sup>e</sup> échelon

**Enseignement**

Eté B. Benoît, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Koussougbo François, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Gnémeignan Etienne, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

**Service des douanes**

Abalo Firmin, agent de constatation principal 2<sup>e</sup> échelon  
Lawson Espoir, agent de constatation de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Zinsou Miga, brigadier de C.E.

**Administration générale**

Kpodar Norbert, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Gabianou Gabriel, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

N° 452-MFP du 6-10-70 — M. Goncalves Henri, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

N° 455-MFP du 6-10-70 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 355/MFP du 17 novembre 1961 portant licenciement de M. Mensah Joseph.

M. Mensah Joseph, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe du cadre local des chemins de fer et wharf est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 101 de la loi n° 58-66 du 1<sup>er</sup> décembre 1958, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1961.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970.

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE****Délivrance de diplômes d'Etat aux élèves de l'école de la santé publique**

N° 8-MSP-EPM du 20-10-70 — Les diplômés d'Etat ci-après sont décernés aux élèves sortis des écoles paramédicales dont les noms suivent par ordre de mérite :

**A. Diplôme d'Etat d'infirmiers et d'infirmières**

Idrissou Alassani	Mienso Joachim
Gbenbertane Kolambik	Ouro-Djéri Soulé
Tsévi Michel	Abotsi Alice
Teko Christian	Tsogbale Lucien
Simlewa Daniel	Yawo René
Alassani Tchédre	Atsu Jérôme
Hope William	Missiaméy Confort
Tchédre Basile	Issifou Albert
Ayao Eloi	Sambli Koffi
Kumenu Lydia	Teko Pierre
Aboudjo Martin	Badjona Claudine
Tchamba Koussougou	Togbetse Pius
Agbodo Michel	N'Datou Vincent
Amana Théophile	Kutene Hope.

**B. diplôme d'Etat d'assistants d'hygiène**

Adjaklo Vincent	Eleou Clément
Tabiou Sitou	Kuéviakoe Isidore
Tété Victor	Djassimon Germain
Amouzou Paul	Neglokpe Albert
Moumouni Soulémane	

*C. Diplôme d'Etat de laborantins et laborantines*

Nadjo Nana-Yaya	Mama Misbahou
Lawson L. Léonard	Adognon Justine ) ex-acquo
Tovi Sébastien	Lémou Pierre
Azoti Raphaël	Ocloo Victor
Ouégimaou Clotilde	Esso Tairou
Dahey Berthe	

**Admission en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année de l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo**

N° 7-MSP-ENSF du 20-10-70 — Sont admises en 2<sup>e</sup> année de l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo, les élèves dont les noms suivent, par ordre de mérite :

Ahianyon Brigitte	Odonkor Grâce Christine
Toudji Anne	Kangni Francisca
Tete Véronique	Lawson Emmanuella
Ayih Jacqueline	d'Almeida Caroline
Aquereburu Simone	Amavi Christine
Djergou Cathérine	

Les intéressées sont autorisées à se faire inscrire en 2<sup>e</sup> année de médecine (section sages-femmes) à la faculté mixte de médecine et de pharmacie de Dakar, pour compter d'octobre 1970.

N° 9-Inter-MSP-MEN du 22/10/70 — Sont déclarées admises en première année de l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo, les candidates dont les noms suivent :

Paraiso Elise	Kpekpassé Fidélia
Abalo Sénoukpo	Nassar Evelyne
Djafa'lo Claire	Napo Marie-Thérèse
Dovi-Akéné Odile	Poenou Evarista
Teko Aimée	Jimongou Eve
Talle Elise	Segbename Jacqueline
Agbogbe Victorine	Kabasse Mélanie
Dzidomele Edith	Agbokou Massen
Yehovi Ayoko	

La date de la rentrée est fixée au jeudi 1<sup>er</sup> octobre 1970.

Le directeur de l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Admission et autorisation de redoubler**

N° 162-D-MSP-EPM du 20-10-70 — Sont admis en 2<sup>e</sup> année des écoles paramédicales, les élèves dont les noms suivent, par ordre de mérite :

*Section des infirmiers et infirmières*

Détikou Georges	Pana Fernand
Koussodji Frédéric	Ibrahim Taoufick
Boua Bakpa	Agbakpém Basile
Bomboma Larbik	Moussa Yakoubou
Djaglo Anani	Tomety Emmanuel
Ahligo Clément	Diogo Marie-Claire
Hedabalo David	Kove Christian
Dunya Clément	Koudoglo Philippe
Lawson Charlotte	Paidra Bruno
Adjamagbo Comlan	Dogle Evans
N'Dialawe Emmanuel	Soglo Ca'hérine
Donkor Manfred	Katanga Comlan
d'Almeida Angèle	

*Section des assistants d'hygiène*

Nomessi Ernest	Afeviovowou Emmanuel
Kountouti Gbartchètèbe	Gbodjo Seth
Siatitse Traugott	Bileou Soulémana
Koffi Gilbert	Djobo Boukari.

*Section des laborantins et laborantines*

Gbangbawo Jean	Napo Koutobè
Tignokpan Dieudonné	Tchalim Antoinette
Akatchi Pierre	Zoulkernei Issifou.

Par contre, sont autorisés à redoubler la première année, les élèves ci-après :

Ahodikpe Evangéline (laborantine)
Komi Gabriel (infirmier)

**DIVERS**

**MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS,  
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

**Approbation de projets de lotissement**

N° 55-MTP-TP-AAU du 6-10-70 — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité Agouzi Patsou, sous réserve que la dite collectivité justifie en tant que de besoin de son droit de propriété sur ce terrain.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

N° 56-MTP-TP-AAU du 6-10-70 — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité Mississo Gbi, sous réserve que la dite collectivité justifie en tant que de besoin de son droit de propriété sur ce terrain.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté.

N° 57-MTP-TP-AAU du 6-10-70 — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité Sikpoe, sous réserve que la dite collectivité justifie en tant que de besoin de son droit de propriété sur ce terrain.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

N° 58-MTP-TP-AAU du 6-10-70 — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de lotissement d'un terrain appartenant à la collectivité Landjekpo Teidor, sis à Lomé-Tokoin (Route d'Atakpamé) sous réserve que la dite collectivité justifie en tant que de besoin de son droit de propriété sur ce terrain.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

*pour la fourniture de carburants pour le service des travaux publics du Togo.*

Le service des travaux publics du Togo se propose d'acheter les carburants (essence et gas-oil) nécessaires au fonctionnement pendant l'année 1971 des Parcs automobiles et engins des Subdivisions de :

- Subdivision Sud de Lomé
- Parc et Matériel à Tokoin
- Travaux Publics de Palimé
- Travaux Publics d'Atakpamé
- Travaux Publics de Sokodé
- Travaux Publics de Mango-Dapango
- Travaux Publics de Lama-Kara.

Le devis-programme de ces fournitures ainsi que tous renseignements complémentaires pourront être demandés au service des travaux publics du Togo, (Bureau des Marchés), contre remise de deux paquets de papier duplicateur 21x27.

Les soumissions, dans la forme indiquée au devis-programme, devront parvenir, par pli recommandé, ou être déposées le 2 décembre 1970 avant onze (11) heures GMT à l'adresse suivante :

M. le président de la commission consultative des marchés  
— Présidence de la République à Lomé

L'ouverture des plis, qui sera publique, aura lieu le même jour à quinze (15) heures.

Lomé, le 9 novembre 1970

*Le directeur du service des travaux publics,*  
B. DAGADZI

*Fourniture de carburants nécessaires au service des travaux publics pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1971 à la fin de l'année budgétaire 1971.*

## DEVIS PROGRAMME

Article premier. — *Objet de l'appel d'offres*

Le présent appel d'offres a pour objet la fourniture des carburants nécessaires au fonctionnement des parcs automobiles et engins du service des travaux publics pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1971 à la fin de l'année budgétaire 1971.

Art. 2. — *Quantité, lieux et modes de livraison*

Les quantités approximatives suivantes seront livrées aux lieux et selon les conditionnements ci-dessous :

Lieux	Dans la citerne des Travaux Publics		A la pompe du fournisseur		Fûts consignés et livrés aux T.P.	
	Essence	Gas-Oil	Essence	Gas-Oil	Essence	Gas-Oil
T.P. Sud						
Parc et Matériel de Tokoin ....	130,000	500,000	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.
T.P. Palimé .....	16,000	24,000	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.
Atakpamé .....	50,000	250,000	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.
Sokodé .....	80,000	300,000	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.
Mango .....	50,000	250,000	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.
Lama-Kara .....	30,000	230,000	P.M.	P.M.	P.M.	P.M.

Ces quantités peuvent varier suivant les besoins de l'administration et ne sont données qu'à titre indicatif.

Art. 3. — *Matériel à fournir par le fournisseur.*

Le fournisseur devra mettre à la disposition de l'administration les pompes et accessoires nécessaires à la distribution des carburants et prendre toutes dispositions afin que cette distribution ne subisse aucune coupure.

Art. 4. — Les offres des soumissionnaires seront présentées sous forme de ristourne ou de majoration sur les prix officiels *vrac revendeur* Lomé à la date du 20 septembre 1967. Si ces prix officialisés par le service des mines viennent à varier le prix de vente résultera de l'application de la ristourne ou majoration aux nouveaux prix officialisés.

Ces prix à la date du 20 septembre 1967 sont les suivants par litre de carburants :

Essence ordinaire : 34,30

Gas-Oil : 24,40

Les offres devront tenir compte du lieu de livraison et des conditionnements demandés.

Art. 5. — *Qualité des carburants.*

Les carburants répondront aux normes suivantes :

Essence auto : degré d'octane : minimum 83

Gas-Oil : indice diésel : minimum 67

Les prix officiels des carburants seront établis sur ces bases.

En dessous de ces normes, une réfaction de 0,33 frs par degré d'octane ou d'indice diésel sera appliquée sur les prix officialisés.

Le soumissionnaire devra obligatoirement joindre à son offre une analyse des produits établis par un laboratoire spécialisé.

L'administration se réserve le droit de demander une nouvelle analyse toutes les fois qu'elle le jugera utile et au minimum une fois par trimestre.

Art. 6. — *Lettre de commande — Délai de livraison — Pénalité*

Les demandes de livraison seront faites par le chef de la subdivision intéressée par lettre ou téletype fixant la date limite à laquelle cette livraison devra être effectuée. Si 5 jours après la date fixée pour Lomé et 10 jours pour les autres destinations la livraison n'a pas été faite, une pénalité de un franc par 1.000 frs et par jour calendaire de retard sera appliquée de plein droit et déduite du montant de la facture et la subdivision intéressée pourra se servir à la pompe du fournisseur au prix *vrac* du marché, citerne T.P.

Art. 7. — *Règlement des factures — Droits de timbre et d'enregistrement*

Le marché à passer avec le soumissionnaire sera un marché de durée. Ce marché sera soumis aux droits de timbre. Les paiements se feront au vu des factures établies mensuel-

lement par le fournisseur, accompagnées des bons de commandes.

Ces factures devront être au préalable enregistrées et le fournisseur devra acquitter le droit d'enregistrement.

Art. 8. — *Cautionnement — Retenue de garantie.*

Il ne sera pas exigé de cautionnement et il ne sera pas fait de retenue de garantie.

Art. 9. — *Forme des soumissions.*

Chaque fourniture fait l'objet d'un lot distinct et par subdivision, étant entendu que T.P. Sud — Parc et Matériel à Lomé et Palimé font partie d'un même lot. Néanmoins l'administration se réserve le droit de ne passer un marché que pour la fourniture d'un seul carburant (Essence ou Gas-oil) dans une seule, plusieurs ou toutes les subdivisions à sa convenance.

Pour la commodité de l'établissement des offres, les fournisseurs devront établir une soumission par subdivision en indiquant sur l'enveloppe (1 par subdivision) le nom de cette subdivision. Les entrepreneurs pourront soumissionner pour une, plusieurs ou la totalité des subdivisions.

Il est nettement spécifié que le mode de soumission ne constitue pas un appel d'offres par lot. Dans chaque soumission, l'entrepreneur devra obligatoirement donner un prix pour chaque mode de livraison prévu à l'article 2 : en vrac, à la pompe et en fûts.

Art. 10. — *Dépôts des offres.*

Art. 10. — *Dépôts des offres.*

Le soumissionnaire établira son offre (une par subdivision) qui devra être enfermée dans une enveloppe portant les mentions suivantes :

Nom du soumissionnaire — Fourniture de carburants pour la subdivision de .....

Cette (ou ces) enveloppe devra être enfermée dans une seconde enveloppe portant la mention suivante, à l'exclusion du nom du soumissionnaire :

Fourniture de carburants pour le service des travaux publics « A n'ouvrir qu'en commission » et l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la Commission Consultative des Marchés — Présidence de la République à Lomé.

Le pli ainsi fermé devra parvenir en recommandé ou être déposé avant le 2 décembre 1970 à onze (11) heures G.M.T. à l'adresse ci-dessus.

Art. 11. — *Jugement des offres.*

L'administration se réserve le droit de ne donner suite qu'à tout ou partie des fournitures prévues sans que les soumissionnaires puissent élever une réclamation.

Lomé, le 9 novembre 1970

Le directeur du service des travaux publics,

B. DAGADZI

## NECROLOGIE

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Assiongbon Simon, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école officielle de Hlandé, survenu le 23 juillet 1970 à Anécho.